



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION PIM UTILISATEUR

Conclues entre

PIM SAS, au capital de 50 000 €, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 829 261 114, dont le siège social est situé 74, avenue Thiers 33100 Bordeaux. PIM est enregistré auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en financement participatif sous le numéro 829261114.
(ci-après dénommé « PIM »), d'une part,

Et,

Toute personne physique âgée d'au moins 18 (dix-huit) ans ou âgée d'au moins seize (16) ans en accord et sous la supervision de son représentant légal résidant en France, utilisateur de l'Application,
(ci-après dénommée « l'Utilisateur »), d'autre part,
Ensemble dénommés les Parties,

Avertissement

L'Utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des présentes Conditions Générales d'Utilisation à jour ainsi que de la Politique de Confidentialité

accessibles sur l'Application et s'engage à les respecter. L'utilisation de l'Application est subordonnée à l'acceptation des Conditions Générales d'Utilisation.

Préambule

L'application PIM est une application gratuite de paiement solidaire via une plateforme mobile à destination de particuliers et de professionnels, en vue de la réalisation de dons à des associations reconnues d'utilité publiques ou d'intérêt général affiliées, à travers l'achat de biens ou services vendus par des commerçants partenaires.

1. Objet

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation ont pour objet de définir les modalités d'utilisation de l'application PIM, et les conditions d'utilisation des Services par l'Utilisateur.

Ces Services sont fournis à titre gratuit à l'Utilisateur.

2. Définitions

Application PIM ou Application	Désigne l'application mobile pour Android ou IOS éditée par PIM pour fournir des services de collecte de Dons en qualité d'intermédiaire en financement participatif et paiement en qualité d'Agent de services de paiement de l'Etablissement.
Association	Désigne l'association établie en France et reconnue d'utilité publique ou d'intérêt général par l'Etat français, s'étant inscrite dans l'Application afin de recevoir des Dons sur instruction des Utilisateurs.
Code secret	Désigne le code composé de quatre chiffres, déterminé par l'Utilisateur pour déverrouiller l'Application.
CGU	Désignent les présentes conditions générales d'utilisation de l'Application PIM.
CCSP	Désigne le contrat cadre de service de paiement, services fournis à l'Utilisateur par TREEZOR sur l'Application PIM et définis aux 3° et 5° de l'article L.314-1.I du Code monétaire et financier en Annexe CCSP.
Compte de paiement	Désigne le compte de paiement ouvert par l'Etablissement au nom de l'Utilisateur tel que défini dans le CCSP.
Don	Désigne la libéralité consentie par PIM à une Association en fonction du choix de chaque Utilisateur effectué sur l'Application. Le montant correspondant au Don est transféré par PIM par virement sur le Compte de paiement de l'Association.
Données d'accès	Désigne le dispositif d'identification de l'Utilisateur lui permettant d'accéder à son Espace personnel. Les Données d'accès sont composées d'un Identifiant et d'un Mot de passe ou d'une donnée biométrique (empreinte digitale).
Données personnelles	Désignent toutes les informations à caractère personnel concernant un Utilisateur, personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.
Espace Personnel	Désigne le profil de l'Utilisateur au sein de l'Application lui permettant d'accéder et d'utiliser les Services.
Etablissement	Désigne Treezor, Société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 489 395 111 R.C.S. Nanterre dont le siège social est situé 94 rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret, agissant en tant qu'établissement de monnaie électronique au sens de l'article L.525-1 du Code monétaire et financier et agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »), sise 61 rue de Taitbout, 75436 PARIS CEDEX 09 en qualité d'établissement de monnaie électronique sous le numéro 16798 autorisé à fournir des services de paiement tels que définis dans le CCSP.



Identifiant	Désigne la suite de caractères utilisée par l'Utilisateur pour se connecter à son Espace personnel.
Mot de passe	Désigne la suite de caractères secrets utilisée par l'Utilisateur pour se connecter à son Espace personnel.
Marchand	Désigne tout commerçant, vendeur des biens et/ou services à l'Utilisateur, qui choisit de régler le prix d'achat par le biais de l'Application, afin que PIM puisse réaliser un Don.
Opération de paiement	Désigne le transfert d'argent effectué par l'Utilisateur à destination d'un Marchand en vue de régler le prix des biens et/ou services qu'il a acquis auprès de lui, tel que défini dans le CCSP.
Point de vente	Désigne une implantation physique du Marchand réalisant la vente d'un ou plusieurs produits ou services.
Services	Désignent l'ensemble des prestations fournies à l'Utilisateur, telles que décrites au 4. des présentes.
Services de paiement	Désignent les services de paiement tels que définis dans le CCSP.
Utilisateur	Désigne toute personne physique ayant créé un Espace personnel sur l'Application afin d'utiliser les Services de PIM ainsi que les Services de paiement et de participer à la réalisation de Dons à des Associations.

3. Modalités d'inscription de l'Utilisateur

L'Application fournie par PIM est téléchargeable gratuitement depuis l'Apple Store ou Google Play, sur tout appareil équipé des systèmes d'exploitation IOS et Android.

Les versions IOS et Android compatibles sont indiquées sur la page de téléchargement de l'Application de l'Apple Store ou Google Play.

a. Création d'un Espace personnel

L'utilisation des Services nécessite la création d'un Espace Personnel. Le « clic » que le demandeur exécutera après avoir rempli le formulaire de création de son Espace Personnel constituera la validation de celui-ci et vaudra acceptation des présentes Conditions Générales d'Utilisation lors de l'utilisation des Services, ainsi que le CCSP (Annexe CCSP).

Lorsqu'il valide le formulaire de création de son Espace Personnel, le demandeur communique à PIM les informations et documents suivants :

- adresse e-mail (Identifiant), Mot de passe, Code secret, questions secrètes et réponses associées, photo de profil.
- prénom(s), nom, sexe, date de naissance, lieu de naissance, nationalité, adresse de son domicile, numéro de téléphone, attestation de domiciliation (facture eau, EDF, quittance de loyer) de moins de trois mois, photocopie recto-verso de la CNI ou photocopie du passeport en cours de validité, revenu moyen annuel. Ces documents et informations seront communiqués à l'Etablissement en vue de l'ouverture du Compte de paiement.

PIM se réserve le droit de refuser une demande d'inscription d'un Utilisateur à l'Application.

L'Etablissement se réserve le droit de refuser la demande d'ouverture du Compte de paiement d'un Utilisateur.

Ces refus ne pourront pas donner lieu au versement de dommages-intérêts au demandeur et ne pourront être motivés que dans la limite des dispositions légales et réglementaires applicables.

Les Services fournis sur l'Application étant gratuits pour l'Utilisateur, ce dernier ne dispose pas d'un droit de rétractation au sens de l'article L.121-20-12 du Code de la consommation.

b. Réinitialisation des Données d'accès

L'Utilisateur doit veiller à conserver en toute sécurité ses Données d'accès et ne les divulguer à aucun tiers.

En cas de perte de ses Données d'accès, l'Utilisateur doit en informer PIM à travers la page dédiée sur l'Application. Un nouveau Mot de passe ou Identifiant sera alors attribué par e-mail à l'Utilisateur.

c. Code secret et déverrouillage de l'Application

L'Utilisateur doit créer un Code secret à 4 chiffres lors de sa première connexion à l'Application. Ce Code secret servira à déverrouiller l'Application.

En effet, l'Application demeure connectée à son Espace personnel tant que l'Utilisateur ne clique pas sur la fonctionnalité « se déconnecter ». Cependant, l'Application se verrouille automatiquement toutes les trente (30) secondes. Lorsque l'Application est verrouillée, les Services ne peuvent pas être utilisés.

Afin de déverrouiller l'Application, l'Utilisateur doit saisir son Code secret, ou utiliser le dispositif de reconnaissance d'empreinte digitale de son terminal, s'il a activé cette option. L'Utilisateur peut à tout moment choisir d'utiliser soit son Code secret, soit son dispositif biométrique, comme mode de déverrouillage de l'Application.

4. Description des Services

Les Services sont constitués d'un ensemble d'outils permettant à l'Utilisateur de :

- S'inscrire sur l'Application et créer un Espace Personnel afin d'utiliser les Services ;
- Se mettre en relation avec les Marchands sur l'Application par le biais d'un service d'affiliation à l'Application et d'un système de notation et de commentaires permettant à l'Utilisateur d'évaluer la qualité de ses relations avec les Marchands ;
- Accéder à son Compte de paiement sur l'Application en vue de transférer des fonds à destination des Marchands de son choix ;
- Se mettre en relation avec les Associations affiliées et leurs projets en vue de choisir à qui PIM effectue un Don sur instructions de l'Utilisateur et partager ses actions sur les réseaux sociaux.
- Réaliser et recevoir des transferts de fonds par virement.

a. Description des Services d'affiliation à l'Application

PIM fournit sur l'Application un service d'affiliation des Marchands et des Utilisateurs pour organiser leur mise en relation.



Ce service permet aux Utilisateurs d'accéder à la liste des Marchands et des Associations affiliés à l'Application.

Un système de notation entre Utilisateurs et Marchands est également mis en place par PIM sur l'Application pour permettre à l'Utilisateur et au Marchand d'évaluer la qualité de leurs relations.

Ce système fonctionne de la manière suivante : notation par « étoiles » avec possibilité de publier des commentaires ainsi que des photos puis de partager ses actions sur les réseaux sociaux.

b. Description des Services de paiement

PIM est enregistré en qualité d'agent de paiement de l'Etablissement, agissant au nom et pour le compte de ce dernier, pour fournir des services de paiement à l'Utilisateur de l'Application.

A ce titre, PIM rend accessible à l'Utilisateur un Compte de paiement sur son Espace Personnel :

- L'Utilisateur a la possibilité de charger son Compte de paiement sur l'Application par virement depuis son compte bancaire ou par l'intermédiaire d'un tiers ;
- Il peut également avoir jusqu'à cinq « portefeuilles » lui permettant de classer ses dépenses (ex : dépenses shopping/ restaurant/etc.) par l'intermédiaire de l'Application.

Le Compte de paiement permet à l'Utilisateur de transférer et de recevoir des fonds dans les conditions prévues par le CCSP.

Lorsque l'Utilisateur souhaite régler un bien ou un service au Marchand, le paiement peut s'effectuer soit à distance par saisie sur l'Application des caractéristiques de l'Opération de paiement par virement à destination du Compte de paiement du Marchand, soit par QR Code permettant la saisie automatique des caractéristiques de l'Opération de paiement par virement à destination du Compte de paiement du Marchand.

La saisie des caractéristiques de la vente de biens et services par QR Code s'opère lorsque l'Utilisateur se rend dans un Point de vente physique du Marchand conformément à ce qui suit :

- Le Marchand saisit l'objet et le montant de l'achat et génère un QR Code directement depuis l'Application dans son Espace personnel ou sur le ticket de caisse présenté en paiement par le Point de vente à l'Utilisateur ;
- L'Utilisateur s'identifie sur son Espace personnel et scanne ce QR Code avec son téléphone à travers l'Application, ce qui permet d'afficher les informations de l'Opération de paiement sur son Espace personnel ;
- L'Utilisateur a alors la possibilité d'accepter ou de refuser l'Opération de paiement par le biais de son Espace Personnel suivant la procédure d'authentification indiquée dans le CCSP. S'il accepte, l'Opération de paiement est exécutée par l'Etablissement, conformément aux dispositions du CCSP.

Les caractéristiques de la vente peuvent également être saisies directement dans l'Application s'opère lorsque l'Utilisateur se rend dans un Point de vente physique du Marchand ou réalise un achat à distance conformément à ce qui suit :

- L'Utilisateur s'identifie sur son Espace Personnel, sélectionne le portefeuille à débiter, sélectionne le Marchand bénéficiaire, saisit l'objet et le montant de l'achat ;
- L'Utilisateur a alors la possibilité d'accepter l'Opération de paiement par le biais de son Espace Personnel suivant la procédure d'authentification indiquée dans le CCSP. S'il

accepte, l'Opération de paiement est exécutée par l'Etablissement conformément aux dispositions du CCSP.

L'Utilisateur a la possibilité de désigner d'autres Utilisateurs comme ayant des droits en consultation de son Compte de paiement.

L'Utilisation peut ordonner des opérations de paiement par virement de son Compte de paiement au Compte de paiement d'un autre utilisateur sur son Espace personnel, dans les conditions décrites dans le CCSP.

c. Description des Services d'intermédiaire en financement participatif

PIM, en tant qu'intermédiaire en financement participatif, organise la mise en relation de l'Utilisateur avec l'Association concernant les appels aux dons de la manière décrite ci-après.

Chaque Association dispose d'un profil public sur l'Application. L'Utilisateur peut ainsi accéder à la description de l'objet de l'Association et des projets pour lesquels elle fait des appels aux dons, ainsi qu'au reporting de l'activité de l'Association sur un mur de publications relatives aux Dons qu'elle a reçus.

L'Utilisateur est informé qu'un aperçu de tous les Dons effectués par PIM aux Associations de son choix est disponible sur son Espace Personnel.

Lorsque l'Utilisateur effectue un paiement auprès d'un Marchand affilié, cette transaction permet de générer un Don à l'Association qu'il aura préalablement choisi comme bénéficiaire dans son Espace personnel. L'Utilisateur est informé que PIM reverse à l'Association un Don correspondant à 50% HT du montant de la commission prélevée par PIM au Marchand pour l'Opération de paiement réalisée par l'Utilisateur.

L'Utilisateur est informé qu'il ne pourra effectuer aucune Opération de paiement tant qu'il n'aura pas sélectionné d'Association bénéficiaire. Cette Association reste celle sélectionnée par défaut jusqu'à ce qu'il souhaite la changer. Si l'Association que l'Utilisateur a sélectionnée est supprimée de l'Application, il sera averti et devra sélectionner une autre Association.

L'Utilisateur ne peut en aucun cas modifier son choix après validation de l'Opération de paiement. La décision de transfert du Don à l'Association est irrévocable à compter de la validation de l'Opération de paiement.

Dans le cas d'un remboursement ou d'une annulation de l'achat auprès du Marchand ou en cas de contestation de l'Opération de paiement donnant lieu à une contrepassation, PIM procède à l'annulation du Don transmis à l'Association.

L'Utilisateur est informé que PIM publie sur le site WEB <http://www.pim.life> les conditions d'éligibilité, les critères d'analyse et de sélection des projets et porteurs ainsi que les informations qu'il recueille à cet effet. PIM publie également sur le site WEB <http://www.pim.life>, avant le 30 juin de chaque année, un rapport d'activité de l'année civile précédente comprenant : son dispositif de gouvernance, le nombre et le montant total des projets reçus et retenus dans l'année, le nombre de projets effectivement financés, le montant total des financements sous forme de dons, le nombre total et moyen de participants, le montant moyen des dons par participants.

5. Responsabilité et force majeure

a. Responsabilité de PIM



PIM est responsable à l'égard de l'Utilisateur de la bonne exécution des Services fournis par l'Application et obligations résultant des présentes Conditions Générales d'Utilisation.

PIM est également responsable du contenu de l'Application, au moins pour la partie qu'il a lui-même conçue et réalisée, ou fait concevoir et fait réaliser.

b. Responsabilité de l'Utilisateur

PIM peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité dans le cas où l'inexécution ou la mauvaise exécution des Services fournis par l'Application est imputable à l'Utilisateur qui aurait violé les présentes Conditions Générales d'Utilisation.

c. Force majeure

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des Services fournis sur l'Application et obligations résultant des présentes Conditions Générales d'Utilisation, PIM ne sera pas considéré comme responsable si l'exécution de l'obligation a été rendue impossible par un cas de force majeure, c'est-à-dire tout événement échappant au contrôle de PIM, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêchant PIM de s'acquitter de ses obligations ou entraînant un retard dans l'exécution de ses obligations, conformément à l'article 1218 modifié du Code civil.

PIM devra alors notifier à l'Utilisateur par tout moyen suivant un délai raisonnable l'existence de la force majeure et les conséquences de celle-ci sur l'utilisation de l'Application pour l'Utilisateur.

6. Modification des CGU

PIM peut être amené à modifier les présentes Conditions Générales d'Utilisation à tout moment ainsi que les Services fournis sur l'Application sous réserve d'un préavis de deux mois à compter de la mise en ligne des nouvelles Conditions Générales et leur notification aux Utilisateurs par tout moyen.

En cas de modification des Conditions Générales d'Utilisation pour conformité aux nouvelles dispositions légales et réglementaires applicables ou en cas d'amélioration technologique et sécuritaire, aucun préavis n'aura lieu.

L'Utilisateur s'engage à prendre connaissance de la dernière version des Conditions Générales d'Utilisation.

L'utilisation des Services fournis sur l'Application emporte acceptation de la dernière version des Conditions Générales d'Utilisation. Si le Marchand n'est pas d'accord avec les modifications des CGU, il est invité à les résilier.

7. Durée et résiliation

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation sont conclues pour une durée indéterminée et sont applicables pendant toute la durée d'utilisation des Services par l'Utilisateur.

L'Utilisateur pourra résilier son Espace Personnel en se rendant sur la page dédiée dans l'Application à l'aide de ses Données d'accès.

Cette résiliation entraînera automatiquement l'inaccessibilité pour l'ancien Utilisateur de l'ensemble des Services de l'Application ainsi que la résiliation du CCSP.

Si l'Utilisateur viole les présentes Conditions Générales d'Utilisation, PIM se réserve le droit de résilier automatiquement l'accès d'un Utilisateur à son Espace Personnel, sans préavis.

8. Communication avec PIM et Service Client

Pour toute information ou question liée à l'utilisation de l'Application, le Service Client PIM est joignable à l'adresse suivante : support@pim.life.

Pour toute information ou question relative au paiement, veuillez contacter la société Treezor (voir le CCSP en Annexe CCSP).

9. Réclamations

L'Utilisateur peut contacter le Service client PIM pour toute réclamation à l'adresse suivante : support@pim.life.

PIM s'engage à répondre à toute réclamation dans les 20 jours suivant la réception de la réclamation. Dans le cas où PIM se trouve dans l'impossibilité de répondre dans ce délai, pour des raisons échappant à son contrôle, une réponse sera communiquée à l'Utilisateur au plus tard dans un délai de 35 jours ouvrables suivant la réception de la réclamation.

10. Propriété Intellectuelle

La structure générale et tous les éléments composant l'application sont la propriété exclusive de la PIM au sens du Code de la propriété intellectuelle.

Toute représentation totale ou partielle de l'Application sans l'autorisation expresse de PIM est interdite et constituerait une contrefaçon.

11. Données Personnelles

PIM s'engage, en tant que responsable de traitement des Données personnelles, à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel des personnes physiques, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le Règlement européen 2016/679 dit « Règlement Général sur la Protection des Données ».

PIM opère la collecte des données de l'Utilisateur de deux manières : d'une part lorsque l'Utilisateur communique librement ses données à travers les formulaires de l'Application, d'autre part lorsque l'Application les collecte dans le cadre de l'utilisation des Services.

La collecte des Données personnelles demandées par PIM est nécessaire à la fourniture des Services et au respect de certaines obligations légales et réglementaires auxquelles PIM est assujéti. En cas de refus par l'Utilisateur de transmettre certaines Données personnelles obligatoires, PIM pourra lui refuser l'accès aux Services ou résilier les CGU dans les conditions prévues à l'article 7 des présentes.

L'Utilisateur déclare être seul responsable des Données personnelles qu'il communique à PIM et déclare que toutes les données renseignées sont exactes.

L'Utilisateur est informé que ses Données personnelles sont traitées pour les finalités suivantes :

- Fourniture d'un Espace Personnel pour l'Utilisateur ;
- Fourniture de services d'affiliation ainsi que d'un système de notation et de commentaires sur l'Application pour la mise en relation des Utilisateurs avec les Marchands ;
- Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;



- Fourniture des services d'intermédiation en financement participatif pour la mise en relation de l'Utilisateur avec l'Association pour les appels aux dons.
- Utilisation des données en lien avec les réseaux sociaux pour permettre aux Utilisateurs de partager du contenu sur ces derniers.

L'Utilisateur est informé que s'il a accepté que l'Application utilise les données GPS de son terminal, une géolocalisation à des fins de gestion de la fraude est mise en place, dans les conditions suivantes : s'il apparaît que l'Utilisateur a parcouru une distance de plus de 500 kilomètres depuis sa dernière connexion à l'Application, dans un intervalle de 24h, alors il sera nécessaire d'entrer à nouveau les Données d'accès pour continuer à utiliser l'Application. Ces données de localisation sont également collectées lors de chaque transaction à des fins de preuve en cas de contestation d'une transaction.

Les Données personnelles de l'Utilisateur pourront être transmises par PIM à ses sous-traitants, qui traitent les Données pour le compte de PIM et uniquement conformément à ses instructions. L'Utilisateur est informé que PIM fait appel à des sous-traitants qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à se conformer à la réglementation applicable en la matière. La liste de sous-traitants de PIM ainsi que de leur pays d'établissement peut être communiquée à l'Utilisateur sur demande. L'Utilisateur est informé que l'un des sous-traitants de PIM est situé en dehors de l'Union Européenne. Les transferts de Données à ce sous-traitant sont strictement encadrés par des clauses contractuelles établies par la Commission Européenne.

En outre, des Données personnelles pourront être communiquées par PIM à des organismes officiels et des autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les Données personnelles de l'Utilisateur sont conservées après la fin de la relation contractuelle pour la durée nécessaire au regard de gestion d'éventuelles réclamations et de gestion de la preuve. PIM respecte des durées de conservation conformes aux dispositions légales en vigueur (notamment mais non exclusivement celles prévues par le code de commerce, le code civil et le code de la consommation). En particulier, les durées de conservation suivantes s'appliquent :

- Concernant la finalité relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : 5 ans à compter de la fin de la relation contractuelle avec l'Utilisateur ;
- les Données de l'Utilisateur utilisées à des fins de prospection commerciale seront conservées pendant un délai de trois ans à compter de la fin de la relation commerciale, sauf si l'Utilisateur autorise expressément PIM à continuer de lui envoyer des sollicitations à l'issue de ce délai.

En fonction des choix émis par l'Utilisateur lors de la création ou consultation de son Espace personnel, l'Utilisateur sera susceptible de recevoir des offres commerciales de la part de PIM, ainsi que de ses partenaires.

L'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur ses Données personnelles. Pour exercer ces droits, l'Utilisateur est invité à s'adresser au Service Client PIM : support@pim.life. PIM pourra exiger que l'Utilisateur transmette un document officiel d'identité en cours de validité afin de prouver son identité.

PIM communique à l'Utilisateur des informations sur les mesures prises à la suite d'une demande d'exercice de ses droits dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. PIM informera l'Utilisateur de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Si PIM ne donne pas suite à la demande formulée par l'Utilisateur, elle informe celle-ci sans tarder et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande des motifs de son inaction. L'Utilisateur a la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la CNIL et de former un recours juridictionnel.

Lorsque les demandes de l'Utilisateur sont manifestement infondées ou excessives, notamment en raison de leur caractère répétitif, PIM pourra soit refuser de donner suite à ces demandes, soit exiger le paiement de frais raisonnables qui tiennent compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées.

L'Utilisateur peut demander à ce que les informations du présent article lui soient communiquées oralement, à condition de confirmer son identité en produisant un document officiel d'identité en cours de validité.

12. Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

En application des articles L. 561-2 et suivants du Code monétaire et financier, en sa qualité d'intermédiaire en financement participatif, PIM est tenu de réaliser toutes les diligences nécessaires à l'identification de l'Utilisateur et à la vérification de son identité.

L'Utilisateur s'engage à communiquer à PIM tout document ou information qui lui sera demandé en vertu des obligations de ce dernier en matière de connaissance client et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

L'Utilisateur reconnaît que PIM peut résilier le Contrat en raison de soupçons de blanchiment de capitaux ou de financement de terrorisme.

13. Droit applicable et Juridiction

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation sont soumises à la loi française. En cas de litige, les tribunaux français seront seuls compétents.

Tout litige qui naîtrait à l'occasion de l'utilisation de la Plateforme PIM sera soumis aux Tribunaux compétents de Bordeaux, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.



TREEZOR PAYMENT SOLUTIONS

Contrat cadre de services de paiement – Conditions générales personnes physiques

« PIM »

En date du janvier 2018



Préambule

Le Titulaire est invité à lire attentivement le présent Contrat-cadre avant de l'accepter. Il est informé que PIM est un Partenaire mandaté par TREEZOR pour commercialiser les Services de paiement auprès des utilisateurs en qualité d'agent de paiement.

Le Contrat cadre est conclu entre :

Le Titulaire, désigné dans les Conditions Particulières, personne physique résidente dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'Espace Economique européen agissant pour son compte pour des besoins non professionnels.

ci-après dénommée « le **Titulaire** » d'une part et,

Treezor, Société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 489 395 111 R.C.S. Nanterre dont le siège social est situé 94 rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret, agissant en tant qu'établissement de monnaie électronique au sens de l'article L.525-1 du Code monétaire et financier et agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »), sise 61 rue de Taitbout, 75436 PARIS CEDEX 09 en qualité d'établissement de monnaie électronique sous le numéro 16798, agrément consultable sur le site de l'ACPR dans le Registre des agents financiers (REGAFI) : www.regafi.fr.

ci-après dénommée « l'**Etablissement** » ou « **Treezor** », d'autre part et,

PIM, Société par actions simplifiée au capital de 50 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le n° 829 261 114 dont le siège est situé 74 Avenue Thiers, 33100 BORDEAUX, agissant en tant qu'agent de paiement, représentée par M. Gilles VERBECQ, en qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée le « **Partenaire** ».

ci-après ensemble dénommées les « **Parties** »

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Contrat-cadre est composé des présentes Conditions Générales d'Utilisation et de ses Annexes :

- Annexe 1 : Conditions Particulières,
- Annexe 2 : Liste des documents justificatifs à joindre à la demande d'ouverture de compte,
- Annexe 3 : Conditions Tarifaires,
- Annexe 4 : Bordereau de rétractation,
- Annexe 5 : Procuration,
- Annexe 6 : Conditions générales d'utilisation de la Carte,
- Annexe 7 : Formulaire d'auto-certification.

Il régit l'utilisation des Services de paiement, relevant de l'article L314-1 II du Code monétaire et financier et listés à l'article 2 des présentes Conditions Générales d'Utilisation.

2. OBJET DU CONTRAT- CADRE ET DESCRIPTION DES SERVICES DE PAIEMENT

Le Contrat-cadre a pour objet de régir les conditions d'utilisation des Services de paiement fournis par Treezor au Titulaire, en contrepartie du versement par ce dernier des frais convenus dans les Conditions tarifaires figurant en Annexe 3 et à l'article 1 des présentes. Il régit les conditions d'ouverture, de fonctionnement et de clôture du Compte de paiement. Le compte de paiement est individuel et ne permet de réaliser que des Opérations de paiement pour compte propre. Le Client reconnaît et accepte

3. DEFINITIONS

Authentification forte

Procédure déterminée par le l'Etablissement permettant de vérifier l'identité du Titulaire lors de l'utilisation des Services de paiement. Cette Authentification forte comporte notamment des éléments permettant d'établir un lien dynamique entre l'Ordre de paiement, le montant et le Bénéficiaire.

Bénéficiaire

Personne physique ou morale agissant en qualité de destinataire d'une Opération de paiement.

qu'aucune procuration ne puisse être donnée à un tiers (en dehors des cas particuliers applicables aux mineurs et majeurs protégés) pour utiliser et/ou gérer un compte de paiement, sauf accord exprès donné par OPS.

Les Services de paiement fournis en ligne par l'Etablissement au Titulaire sont les suivants:

- la réception d'Opérations de paiement par virement, par prélèvement et d'acquisition d'Ordres de paiement par carte, venant au crédit du Compte de paiement ;
- l'exécution d'Opérations de paiement par virement ou par prélèvement, venant au débit du Compte de paiement.

L'Etablissement n'accepte pas de versement d'espèces, de remise de chèques, et n'offre aucun service de paiement ou service connexe, autres que ceux spécifiquement décrits au présent Contrat-cadre. L'Etablissement n'accorde aucun crédit ou découvert.

Le Titulaire reconnaît qu'il ne peut ouvrir qu'un seul Compte de paiement affecté exclusivement à la réalisation d'Opérations de paiement dans le cadre de l'utilisation du Site.

Si le Titulaire est en relation d'affaires avec d'autres partenaires, il est informé qu'il devra ouvrir un compte de paiement dédié à l'utilisation de chaque site partenaire. Le Titulaire reconnaît que pour répondre à sa demande d'ouverture de compte(s) de paiement ultérieur(s), l'Etablissement utilisera les informations et données préalablement collectées dans le cadre de cette première demande, afin de faciliter le processus d'ouverture.

Le Titulaire peut souscrire à la Carte dont les conditions de souscription et d'utilisation sont fournies en Annexe 6. A cet effet, il devra accepter lesdites conditions avant de pouvoir commander une telle Carte.

L'accès au Profil en ligne est sécurisé par un Identifiant et un mot de passe que le Titulaire s'interdit de divulguer aux tiers en effectuant notamment toutes les diligences nécessaires. Ceci constitue une condition essentielle pour sécuriser les relations entre Treezor et le Titulaire. Pour pouvoir conclure le Contrat à distance et utiliser les Services de paiement, le Titulaire doit impérativement disposer d'équipements (matériels et logiciels, ci-après les « Equipements »), dont il est seul responsable, compatibles avec le Site ainsi que d'une connexion internet ou télécom. Les informations relatives aux Equipements sont disponibles sur le Site. Le Titulaire fait son affaire personnelle de l'évolution ou de la mise à jour des Equipements nécessaires à l'utilisation des Services de paiement. Le Titulaire s'interdit notamment de rompre la protection native du système d'exploitation de ses Equipements et doit protéger ses Equipements avec un anti-virus et pare-feu produit et développé par un éditeur de logiciel notoirement connu et réputé pour la fiabilité de ses solutions.

Tout prospect éligible peut transmettre par l'intermédiaire du Site, une demande d'ouverture de Compte de paiement utilisé aux fins de l'exécution d'Opérations de paiement. Il doit, à cet effet, compléter les Conditions particulières et joindre les documents listés en Annexe 2 et tout autre document qui serait demandé par l'Etablissement.

Si cette demande est acceptée par l'Etablissement, conformément à l'article 5 des présentes, le prospect devient Titulaire d'un Compte de paiement. Le Titulaire peut souscrire à une ou plusieurs Carte(s) dont les conditions de souscription et d'utilisation sont fournies en Annexe 6.

Le Contrat-cadre est accepté par la signature manuscrite ou électronique du Titulaire.

La langue utilisée pour la rédaction des documents contractuels et des communications ultérieures entre les Parties est le français. Le Titulaire peut demander, à tout moment et gratuitement, une copie du Contrat-cadre.

Les présentes représentent l'intégralité de l'accord entre les parties et remplacent tous les accords ou déclarations antérieurs, oraux ou écrits, se rapportant à leur objet.



Carte	Carte à autorisation systématique émise au nom du Titulaire et associée au Compte de paiement.
Compte de paiement	Compte tenu par l'Etablissement au nom du Titulaire utilisé exclusivement à des fins d'exécution d'Opérations de paiement réalisées dans le cadre de l'utilisation du Site. Sur demande du Titulaire, des Comptes-carte libellés en Devises peuvent être associées au Compte de paiement en vue de la réalisation d'Opérations de paiement par Carte dans cette Devise conformément à l'article Erreur ! Source du renvoi introuvable.
Comptes-carte	Comptes techniques libellés en euros et en Devises rattachés au Compte de paiement auquel est associée la Carte, permettant d'exécuter des Opérations de paiement par Carte en euro ou en Devise
Conditions Générales d'Utilisation ou CGU	Le présent document.
Conditions Tarifaires	Document joint en Annexe 3 du Contrat-cadre, mis à jour régulièrement et dont la dernière version est accessible sur le Site.
Contrat-cadre	Contrat conclu entre le Titulaire et l'Etablissement comprenant les présentes Conditions Générales d'Utilisation et ses annexes listées à l'article 1 des présentes CGU.
Données personnelles	Toutes les informations à caractère personnel concernant le Titulaire ou un Utilisateur, personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.
Données de sécurité personnalisées	Données fournies par l'Etablissement au Titulaire à des fins d'authentification. Elles comprennent notamment l'Identifiant et toute autre donnée éventuellement liée à la procédure d'Authentification forte.
Identifiant	Suite de caractères utilisée par le Titulaire pour s'identifier sur le Site.
Jour ouvré	Un jour calendaire à l'exception des samedis, dimanches, et jours fériés en France métropolitaine au cours duquel les infrastructures de paiement et les Banques utilisées exercent leurs activités en fonctionnement régulier.
Jour ouvrable	Un jour calendaire correspondant aux horaires d'ouverture du service client tel qu'indiqué sur le Site ou tout autre support.
Ordre de paiement	Instruction transmise a) Par le payeur, qui donne une instruction de paiement à son Prestataire de services de paiement (Ordre de paiement par virement) ; b) Par le payeur, qui donne une instruction de paiement par l'intermédiaire du Bénéficiaire qui, après avoir recueilli l'ordre de paiement du payeur, le transmet au Prestataire de services de paiement du payeur, le cas échéant, par l'intermédiaire de son propre Prestataire de services de paiement (Ordre de paiement par carte) ; c) Par le Bénéficiaire, qui donne une instruction de paiement au Prestataire de services de paiement du payeur, fondée sur le consentement donné par le payeur au Bénéficiaire et, le cas échéant, par l'intermédiaire de son propre Prestataire de services de paiement (Ordre de paiement par prélèvement).
Opération de paiement	Action consistant à transférer ou retirer des fonds à partir ou à destination d'un Compte de paiement, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le Payeur et le Bénéficiaire, ordonnée par le Payeur et le Bénéficiaire.
Payeur	Personne physique ou morale donnant ou autorisant un Ordre de paiement
Partenaire	Société exploitant le Site et désignée comme agent de services de paiement par l'Etablissement, dénommée Pim.
Porteur mineur de Carte	Désigne une personne physique mineure, âgée d'au moins 16 ans, désignée par le Titulaire en qualité d'utilisateur de la Carte.
Profil	Ensemble des données associées au Titulaire, d'une part ou à un Utilisateur, d'autre part.
Prestataire de service de paiement tiers	Etablissement de crédit, de monnaie électronique ou de paiement agréé par une autorité établie dans un Etat membre de l'Union Européenne, dans un Etat partie à l'Espace Economique européen ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
Services de paiement	Services définis aux 3° et 5° de l'article L.314-1. I du Code monétaire et financier fournis par l'Etablissement et le Partenaire, au Titulaire conformément au Contrat-cadre.
Service d'initiation de paiement	Service consistant à initier un Ordre de paiement (virement) par un prestataire de services de paiement tiers, à la demande du Titulaire, concernant son Compte de paiement ouvert dans les livres de l'Etablissement.
Service d'information sur les comptes	Service en ligne consistant à fournir des informations consolidées concernant un ou plusieurs comptes du Titulaire ouvert(s) auprès d'un ou plusieurs établissements financiers.
Site	Site internet www.pim.fr et l'application mobile exploités par le Partenaire.
Titulaire	Personne physique majeure et capable agissant pour son compte pour des besoins non professionnels et ayant souscrit aux présentes. Le Titulaire est le représentant légal du Porteur mineur.
Utilisateur	Personne physique mandatée par le Titulaire pour pouvoir consulter et/ou réaliser des Opérations de paiement sur le Compte de paiement, au nom et pour le compte du Titulaire.

Zone SEPA

Zone à l'intérieur de laquelle l'utilisateur peut utiliser des moyens de paiement paneuropéens telle que définie par l'European Payment Council consultable sur le site www.europeanpaymentscouncil.eu, incluant notamment les Etats membres de l'Espace Economique Européen, dont la France métropolitaine et les départements d'outremer Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin (partie française), la Réunion et Saint-Pierre-et Miquelon, (à l'exception de la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna) auquel il faut ajouter pour les besoins des présentes la Suisse, l'Islande, la Norvège, Saint-Marin.

4. TARIFICATION ET COMPENSATION

En contrepartie des Services de paiement réalisés, le Titulaire versera au Partenaire les frais convenus dans les Conditions Tarifaires à charge pour ce dernier de les restituer à l'Etablissement à hauteur des montants convenus entre eux. Il est expressément convenu que la révocation d'un Ordre de paiement et la fourniture d'informations notamment prévues à l'article 6 des présentes pourront donner lieu à la perception de frais spécifiques.

Le Titulaire autorise expressément l'Etablissement à régler tous les frais dus par le Titulaire et exigibles au titre du Contrat-cadre par prélèvement sur son Compte de paiement.

Les Parties conviennent que les dettes réciproques de l'Etablissement et du Titulaire résultant de l'exécution du Contrat-cadre, se transforment automatiquement en simples articles de crédit et de débit dans la limite de la provision disponible du Compte de paiement. Après compensation, ces débits et crédits forment un solde net créditeur ou nul du Compte de paiement. En l'absence de provision suffisante sur le Compte, le montant restant dû par le Titulaire après compensation est inscrit sur le relevé de son Compte de paiement sur une ligne spécifique correspondant à une dette exigible.

Nonobstant ce qui précède, le Titulaire et l'Etablissement conviennent de compenser toute dette liquide, exigible, réciproque résultant de l'exécution du Contrat-cadre ou de tout autre contrat.

L'Etablissement pourra, en outre, exercer un droit de rétention sur l'ensemble des sommes, effets, valeurs déposés auprès de lui par le Titulaire, jusqu'au règlement de tout solde et, plus généralement, de toute autre somme due par ce dernier à l'Etablissement et au Partenaire. Il pourra conditionner l'autorisation et l'exécution de toute Opération de paiement au complet règlement des sommes dues et exigibles à l'Etablissement et au Partenaire par le Titulaire.

5. OUVERTURE D'UN COMPTE DE PAIEMENT

Avant de pouvoir transmettre une demande d'ouverture de Compte de paiement, le prospect confirme être capable et résident dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'Espace Economique Européen.

Toute demande d'ouverture d'un Compte de paiement nécessite la saisie sur le Site ou la transmission par tout autre moyen par le Titulaire des éléments d'identification demandés. Le Titulaire autorise le Partenaire à transmettre à l'Etablissement les informations et Données personnelles le concernant nécessaires à la constitution de sa demande dont la liste figure en Annexe 2. L'Etablissement se réserve le droit de demander tout autre document ou information complémentaire, pour lui permettre notamment d'effectuer les vérifications utiles au respect de ses obligations légales y compris en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux. Le Titulaire accepte que le Partenaire fasse parvenir l'ensemble de ces informations et documents à l'Etablissement par transmission informatique sur les systèmes informatiques de l'Etablissement ou par courrier postal.

L'Etablissement met en œuvre des diligences complémentaires au sens de l'article R.561-20 du Code monétaire et financier dès lors que les conditions d'application de cet article sont réunies. Des mesures de vérification et de certification des documents seront ainsi effectuées.

L'Etablissement pourra à sa propre discrétion et sans avoir à motiver sa décision refuser toute demande d'ouverture d'un Compte de paiement. Cette décision ne pourra en aucun cas donner lieu à des dommages-intérêts. Elle sera notifiée par email au demandeur.

En cas d'acceptation de la demande du Titulaire par l'Etablissement, celui-ci confirmera au Titulaire, par tout moyen par l'intermédiaire du Partenaire, l'acceptation de l'ouverture de son Compte.

Pour finaliser l'ouverture de son Compte de paiement, le Titulaire doit créer un Profil sur le Site visant à l'authentifier à partir d'un Identifiant, d'un code confidentiel et/ou d'un code à usage unique lors de la transmission d'un Ordre,

conformément aux présentes et aux procédures d'authentification en vigueur. Le Titulaire pourra demander la création d'Utilisateurs ayant un accès au Compte de paiement en lecture seule ou en modification. Le Titulaire est seul responsable du périmètre des pouvoirs données à chaque Utilisateur sur le Compte de paiement et des contrôles réalisés sur l'utilisation de ce pouvoir. Il appartient au Titulaire de notifier formellement tout changement. Le cas échéant, l'Etablissement ne sera en aucun cas responsable de l'usage des codes d'accès attribués aux Utilisateurs désignés par le Titulaire et des données de sécurité personnalisées permettant de donner un Ordre de paiement.

6. FONCTIONNEMENT DU COMPTE DE PAIEMENT**6.1. Description générale**

L'Etablissement est en charge de la tenue du Compte de paiement et de l'exécution des Opérations de paiement associées. Les Opérations de paiement sont exécutées en portant la somme correspondante au :

- Crédit du Compte de paiement lorsque les fonds reçus font suite à la réception par l'Etablissement d'Opérations de paiement par virement ou d'un transfert de fond par carte
- Débit du Compte de paiement, lorsque les fonds transférés font suite à l'exécution par l'Etablissement d'Opérations de paiement par virement, par prélèvement ou par Carte.

Les frais dus par le Titulaire au titre du Contrat-cadre sont prélevés par l'Etablissement sur le Compte de paiement de ce dernier.

Le Compte de paiement est tenu en Euros. L'Etablissement ne dispose d'aucun local ou guichet et ne peut proposer au Titulaire d'effectuer des opérations de caisse, de dépôts ou de retraits d'espèces à un guichet de son réseau. Aucune opération à découvert ne peut être autorisée. Ainsi, en cas d'Opération de paiement exécutée en l'absence de provision suffisante, l'Etablissement notifiera par tout moyen la somme due par le Titulaire et son obligation de créditer, dans les plus brefs délais, son Compte de paiement d'un montant suffisant pour régler ladite somme et les frais d'intervention éventuellement dus en application des Conditions Tarifaires.

Le Titulaire doit donner son consentement en s'identifiant et en suivant la procédure d'Authentification forte sur le Site afin que l'Etablissement puisse exécuter une Opération de paiement ou une série d'Opérations de paiement. Toutefois, le consentement à l'exécution d'une Opération de paiement peut aussi être donné en mandatant un prestataire de services de paiement fournissant un service d'initiation de paiement. En absence d'un tel consentement, l'Opération ou la série d'Opérations est réputée non autorisée.

6.2. Les services d'information sur le compte de paiement et d'initiation de paiement

Le Titulaire peut :

- accéder aux données de son Compte de paiement par l'intermédiaire d'un prestataire de services de paiement de son choix fournissant le service d'information sur les comptes,

- initier une opération de paiement (virement), par l'intermédiaire d'un prestataire de services de paiement fournissant un service d'initiation de paiement.

Le Titulaire doit donner son consentement exprès au prestataire d'information sur les comptes en vue de l'accès aux données du Compte de paiement et son consentement explicite à l'exécution de l'Opération de paiement, par l'intermédiaire du prestataire d'initiation de paiement.

Toutefois, l'Etablissement ou le Partenaire peut refuser à un prestataire de services de paiement fournissant un service d'information sur les comptes ou d'initiation de paiement l'accès au Compte de paiement du Titulaire, sur la base de raisons objectivement motivées ou documentées liées à un accès non autorisé ou

frauduleux au compte par ce prestataire, y compris l'initiation non autorisée ou frauduleuse d'une Opération de paiement.

Dans ces cas, le Partenaire informe le Titulaire, du refus d'accès au compte et des raisons de ce refus. Cette information est, si possible, donnée au Titulaire avant que l'accès ne soit refusé et au plus tard immédiatement après ce refus, à moins que le fait de fournir cette information ne soit pas communicable pour des raisons de sécurité objectivement justifiées ou soit interdit en vertu d'une autre disposition du droit de l'Union Européenne ou de droit Français pertinente.

Le Partenaire permet l'accès au Compte dès lors que les raisons mentionnées précédemment n'existent plus.

6.3. Virements

6.3.1. Emission d'Ordres de paiement par virement SEPA

Le Titulaire peut donner des Ordres de paiement par virement en euros à partir de son Compte de paiement vers un d'un compte bancaire ou de paiement ouvert dans les livres d'un Prestataire de services de paiement de la Zone SEPA. A cet effet, il s'identifie et s'authentifie, avant de transmettre son Ordre de paiement en indiquant notamment :

- le montant en euros (qui ne pourra pas être supérieur au montant figurant au crédit disponible du Compte de paiement après prélèvement des frais)
- le Bénéficiaire (dénomination et coordonnées du compte de ce dernier)
- la date d'exécution de l'Opération de paiement
- la périodicité (optionnel pour les ordres permanents)
- le motif de l'Ordre.

Les Parties reconnaissent que, sauf accord exprès de l'Etablissement, le Titulaire ne pourra émettre que des virements SEPA régis par un ensemble commun de règles et de pratiques définies par les institutions européennes et l'EPC. Il est libellé et exécuté en euros entre deux (2) comptes bancaires ou de paiement ouverts par des Prestataires de services de paiement de la zone SEPA.

Les procédures de transmission d'Ordres exposées ci-dessus ont la même valeur qu'une signature électronique du Titulaire permettant son identification et prouvant son consentement.

Le Titulaire reconnaît que de tels Ordres transmis par l'intermédiaire du Site valent ordres irrévocables donnés à l'Etablissement de virer les fonds au Prestataire de services de paiement du Bénéficiaire à compter de leur réception par l'Etablissement. La révocation par le Titulaire de son Ordre peut être acceptée si elle est reçue avant la réception par l'Etablissement de l'Ordre pour les virements à exécution immédiate et avant 10 h le Jour ouvré précédant la date d'exécution prévue pour les virements à terme.

Lorsque l'Ordre est donné par un prestataire de services de paiement fournissant un service d'initiation de paiement, le Titulaire ne peut pas révoquer ledit Ordre après avoir donné son consentement à ce que le prestataire de services de paiement fournissant le service d'initiation de paiement initie l'Opération de paiement.

Tous les Ordres de paiement par virements sont horodatés et conservés pendant la durée légale de conservation. Il est expressément convenu que les virements seront exécutés au plus tard à la fin du Jour ouvré suivant la réception de la demande de virement immédiat et à la date d'exécution convenue pour les virements à terme ou permanents ou le Jour ouvré suivant si cette date n'est pas un Jour ouvré. L'Ordre de paiement reçu un Jour ouvré après 10h00 est réputé être reçu le Jour ouvré suivant.

L'Etablissement peut être amené à refuser d'exécuter un Ordre de paiement par virement incomplet ou erroné. Le Titulaire devra réémettre l'Ordre pour le mettre en conformité. L'Etablissement pourra, en outre, bloquer un Ordre de paiement par virement en cas, notamment, de doute sérieux d'utilisation frauduleuse du Compte de paiement, d'utilisation non autorisée du Compte de paiement, d'atteinte à la sécurité du Compte de paiement, en cas de mesure de gel des avoirs par une autorité administrative ou en cas d'insuffisance de provision sur le Compte de paiement.

6.3.2. Réception d'Opérations de paiement par virements SEPA

Le Titulaire mandate expressément l'Etablissement, afin de recevoir sur son Compte des Opérations de paiement par virement provenant d'un compte ouvert par un Prestataire de services de paiement de la Zone SEPA en euros.

L'Etablissement perçoit les fonds au nom et pour le compte du Titulaire et crédite le Compte de paiement de ce dernier dans les plus brefs délais suivant l'inscription des fonds au crédit de son propre compte, sauf en cas de disposition légale applicable à l'Etablissement nécessitant son intervention. Après l'inscription des fonds sur le Compte de paiement du Titulaire, ce dernier reçoit un récapitulatif de paiement reprenant les informations suivantes : montant, date et heure, numéro de l'Opération de paiement, nom du payeur, du compte prélevé et du bénéficiaire, le motif reçu par l'Etablissement.

6.4. Ordres de paiement par prélèvement (venant au débit du Compte de paiement)

Dispositions générales : Le Titulaire(débitur) mandate expressément l'Etablissement, afin de débiter sur son Compte du montant en euros correspondant aux Ordres de paiement par prélèvements reçus.

Formalisation du Mandat : Les données du prélèvement sont formalisées dans un document intitulé « Mandat de prélèvement SEPA » ou « Mandat de prélèvement ordinaire (« Core direct debit ») transmis par le créancier. Le Titulaire (débitur) qui accepte ce mode de paiement venant au débit de son Compte de paiement, complète, vérifie et signe un mandat qu'il remet à son créancier, comportant ses coordonnées bancaires IBAN et BIC ainsi que celles de son créancier. Le créancier du Titulaire est identifié par un ICS (identifiant créancier SEPA) valable dans toute la Zone SEPA. Le mandat est identifié par une RUM (Référence Unique du Mandat) qui est une donnée obligatoire du Prélèvement SEPA fournie par le créancier du Titulaire. L'autorisation de prélever n'est valable que pour le mandat visé.

Modification du Mandat : Toute modification des termes du mandat doit être notifiée à l'Etablissement, au plus tard le Jour ouvrable précédant la date d'échéance. Le cas échéant, l'Opération pourra être rejetée sans que ce rejet n'engage la responsabilité de l'Etablissement.

Le Titulaire peut, sur le Site, demander le blocage d'un Ordre de paiement par prélèvement sur son Compte de paiement, des Ordres de paiement par prélèvement provenant d'un ou plusieurs créanciers, d'autoriser qu'un ou plusieurs créanciers à émettre de tels Ordres, ou de limiter en montant ou sur une période les Ordres de paiement par prélèvement. Ces demandes seront exécutées par le Partenaire.

R-transactions : Le Titulaire a la possibilité de refuser l'exécution d'Opérations de paiement par prélèvements SEPA sur son Compte de paiement. Ce refus doit être notifié par courrier au créancier et à l'Etablissement. Le Titulaire devra alors convenir d'un autre moyen de paiement avec le créancier. Si le créancier refuse de prendre en compte cette demande ou ne peut plus interrompre l'exécution de l'Ordre de paiement par prélèvement, ainsi que dans les autres cas où le Titulaire est fondé à le faire, le Titulaire a la possibilité au plus tard à la fin du Jour ouvré précédant le jour de l'échéance avant l'heure limite définie par l'Etablissement, de faire opposition à un Ordre de paiement par prélèvement avant son exécution ou de révoquer un mandat. La révocation d'un mandat entraîne le retrait du consentement à tout Ordre relatif à ce mandat dont la date d'échéance intervient au plus tôt à la fin du Jour ouvré précédant le jour de l'échéance avant l'heure limite définie par l'Etablissement. Cette révocation est effectuée par le Titulaire auprès de son créancier. Le Titulaire devra informer dans les plus brefs délais l'Etablissement par l'intermédiaire du Site ou du service client. Le cas échéant, l'Etablissement ne pourra être tenu responsable d'un défaut d'information de la part du Titulaire et des conséquences directes ou indirectes en résultant pour le Titulaire.

A réception de la pré-notification par le créancier l'informant du montant et de la date d'échéance du ou des Opérations de paiement par prélèvement SEPA, le Titulaire en vérifie la conformité au regard de l'accord conclu avec son créancier. En cas de désaccord, le Titulaire doit intervenir immédiatement auprès de son créancier pour qu'il sursoie à l'exécution du prélèvement SEPA. L'Etablissement peut émettre dans un délai de cinq (5) Jours ouvrés :

- Un rejet du prélèvement avant la date de règlement de l'Opération de paiement en cas de coordonnées bancaires du Titulaire erronées ou à la demande du Titulaire en cas d'Opération de paiement non autorisée ;
- Un retour du prélèvement après la date de règlement, en cas de d'insuffisance de provision sur le Compte de paiement ou en cas de demande de remboursement du Titulaire, en cas de contestation pour une Opération de paiement non conforme aux attentes du Titulaire ou une Opération non autorisée par le Titulaire.

Exécution de l'Ordre de paiement par prélèvement : Avant d'exécuter l'Ordre de paiement par prélèvement, l'Etablissement et le Partenaire vérifient la validité des coordonnées du Titulaire et l'absence d'instruction de non-paiement. Le moment de

réception de l'Ordre de paiement par prélèvement SEPA par l'Etablissement est le jour de l'échéance, conformément à l'échéancier convenu entre le créancier et le Titulaire. Le Prestataire de services de paiement transmet l'Ordre de paiement par prélèvement SEPA à l'Etablissement dans les délais convenus entre le créancier et son Prestataire de service de paiement. Ces délais doivent permettre le règlement à la date convenue. Pour les prélèvements SEPA interentreprises, les délais de présentation entre banques est au minimum de un (1) Jour ouvré avant la date d'échéance.

Le Titulaire reçoit un récapitulatif de paiement reprenant les informations suivantes : montant, date et heure, numéro de l'opération de paiement, nom du Bénéficiaire (créancier), dénomination de l'Opération, RUM, motif communiqué par le créancier, la référence créancier du prélèvement.

Il est précisé qu'un Ordre de prélèvement peut faire l'objet d'une demande de remboursement par le débiteur à son prestataire de services de paiement dans les huit (8) semaines à compter du débit du compte du débiteur ou en cas d'Ordres de paiement non autorisés dans les treize (13) mois (sauf disposition contractuelle dérogoaire), entraînant la contrepassation automatique de l'inscription au débit du Compte de paiement du Titulaire par l'Etablissement, sans préjudice des résultats de la recherche de preuve.

6.5. Cartes

6.5.1. Transfert de fonds par Carte

Les fonds transférés résultent des Ordres de paiement par carte donnés par le Titulaire sur le Site. Seules les cartes "CB" ou agréées "CB", Visa ou MasterCard permettant les transferts de fonds par carte de compte à compte par le porteur détenteur desdits comptes sont acceptées par Treezor selon ces conditions .

Le Titulaire reconnaît qu'il agira en qualité d'accepteur en réception de fonds des réseaux cartes. Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions applicables définies par la loi, les règlements, les standards professionnels ou les dispositions contractuelles des réseaux cartes qui seraient éventuellement applicables. Il reconnaît qu'il peut faire l'objet de sanction ou d'amende en cas d'irrespect de ces règles.

En cas de refus de l'Ordre de paiement par Treezor, le Site génère immédiatement un message d'alerte indiquant au Titulaire que l'Ordre de paiement n'a pas pu être autorisé, invitant ce dernier selon le motif à réessayer ultérieurement et à se rapprocher du service client du Partenaire ou du payeur.

L'Etablissement crédite le Compte de paiement du Titulaire au plus tard le Jour ouvré au cours duquel son propre compte a été crédité des fonds. Le Titulaire reçoit du Partenaire un récapitulatif de paiement reprenant les informations suivantes : montant, date et heure, numéro de l'Opération de paiement, et numéro de référence transmis par le Titulaire.

En cas de manquement du Titulaire aux obligations des présentes ou aux lois en vigueur, l'Etablissement ou le Partenaire peut prendre des mesures de sauvegarde et de sécurité. L'Etablissement ou le Partenaire peut ainsi adresser un avertissement au Titulaire valant mise en demeure et précisant les mesures à prendre pour remédier au manquement. L'Etablissement ou le Partenaire peut également décider de plein droit, avec effet immédiat, de la suspension du Compte de paiement en cas de manquement aux stipulations des présentes ou en cas de violation des législations sur la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou tout autre législation qui lui est applicable.

Il est précisé qu'un Ordre de paiement par Carte peut faire l'objet d'une demande de remboursement par le débiteur à son prestataire de services de paiement dans les treize (13) mois suivant l'Opération de paiement, entraînant la contrepassation automatique de l'inscription au débit du Compte de paiement du Titulaire par l'Etablissement sur demande du Partenaire. Le Titulaire s'engage à accepter une telle contrepassation.

6.5.2. Exécution d'Ordres de paiement par Cartes

L'Etablissement exécute les Ordres de paiement par Carte initiés par le Titulaire et exécutés conformément aux Conditions générales d'utilisation de la Carte (Annexe 6).

6.6. Reporting

Un relevé des Opérations inscrites au Compte de paiement est adressé ou rendu accessible mensuellement par le Partenaire au Titulaire sur le Site afin de lui faciliter le suivi de son Compte. Seul ce relevé mensuel fera foi entre les Parties. Le relevé devra détailler les Opérations portées aux Comptes afin de lui faciliter le suivi de ces Comptes. Le relevé d'Opération comporte les indications suivantes : montant des opérations, montant des Opération de paiement, montant des commissions. Le relevé indique également le solde du Compte.

Il appartient au Titulaire de communiquer sur le Site son adresse exacte ainsi que tout changement ultérieur. En l'absence d'information ou d'informations erronées, l'Etablissement ne pourra en aucun cas être responsable des conséquences préjudiciables pour le Titulaire.

Il est recommandé au Titulaire de conserver les relevés de compte en cas de litige et de vérifier le contenu du relevé systématiquement. Pour toute réclamation, il est invité à se conformer à l'article 19.

Un relevé récapitulatif des frais sera mis à disposition annuellement sur le Site.

Les conditions d'accès au Compte de paiement sont définies par le Partenaire dans les conditions générales d'utilisation du Site.

7. OPPOSITION ET BLOCAGE

Le Titulaire s'engage à conserver secret le code confidentiel ou tout autre code en vue d'accéder ou utiliser son Compte de paiement. En cas d'usage non autorisé du Compte de paiement par un tiers, le Titulaire supporte les pertes résultant d'agissements frauduleux de sa part, d'un manquement intentionnel ou d'une négligence grave à ses obligations au titre des présentes.

Le Titulaire dès qu'il a connaissance d'un vol, d'une perte de ses données, doit demander le blocage de son Compte de paiement dans les plus brefs délais. Les déclarations d'usage frauduleux du Compte de paiement ou de perte ou vol du téléphone mobile devront être réalisées par email au service Client (support@pim.life). Elles devront être confirmées par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au service Client. Le Titulaire est informé que toute fausse déclaration dans le cadre des présentes est passible de sanctions prévues par la loi.

Un numéro d'enregistrement de cette opposition est communiqué au Titulaire par le Site et est conservé pendant dix-huit (18) mois par lui. Sur demande écrite du Titulaire et avant l'expiration de ce délai, le Site communiquera une copie de cette opposition.

La demande d'opposition est prise en compte immédiatement par l'Etablissement qui procède au blocage du Compte de paiement. L'Etablissement ne saurait être tenu pour responsable des conséquences d'une opposition qui n'émanerait pas du Titulaire. La demande d'opposition est réputée faite à la date de réception effective de la demande par l'Etablissement ou toute personne mandatée par lui, à cet effet. En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse, l'Etablissement est habilité à demander un récépissé ou une copie du dépôt de plainte au Titulaire qui s'engage à y répondre dans les plus brefs délais.

En outre, l'Etablissement pourra bloquer l'utilisation du Compte de paiement de sa propre initiative pour des raisons ayant trait à sa sécurité, en cas de présomption d'une utilisation non autorisée ou frauduleuse ainsi qu'en cas de risque sensiblement accru d'incapacité par le Titulaire de s'acquitter de son obligation de paiement. Cette décision est motivée et notifiée au Titulaire par tout moyen. Dès lors qu'un Compte de paiement reçoit un nombre significativement important de remboursement, d'annulation d'ordres ou de contestation pour ordres non autorisés, l'Etablissement pourra bloquer le fonctionnement du Compte de paiement.

8. PLAFONDS

L'Etablissement ou le Partenaire définira les plafonds maximums applicables au Titulaire pour chacune des Opérations de paiement sur son Compte de paiement. Ces plafonds seront communiqués au Titulaire sur son Profil et pourront être modifiés à tout moment par l'Etablissement suivant le respect d'un préavis d'un mois. Néanmoins, l'Etablissement ou le Partenaire pourra porter à zéro, à tout moment et sans préavis, le montant des plafonds autorisés en cas de risque de fraude ou d'impayé. L'Etablissement ou le Partenaire ne sera en aucun cas

responsable des dommages pouvant résulter pour le Titulaire du refus d'autorisation d'une Opération de paiement au titre du présent article.

Le montant des plafonds appliqués est consultable par le Titulaire sur son Profil. Ils seront définis par Opération ou par période (par jour, par semaine, par mois et par an).

Le Titulaire est informé que les Opérations de paiement dépassant l'un de ces plafonds seront automatiquement refusées par l'Etablissement. Pour réaliser une demande d'autorisation d'une telle Opération, le Titulaire est invité à contacter le service Client ou le Partenaire.

9. DUREE ET RESOLUTION

9.1. Modalités

Le Contrat-cadre est conclu pour une durée indéterminée à compter de son acceptation par les Parties. Le Contrat-cadre pourra être signé par tout moyen à distance. Les Parties reconnaissent qu'une signature électronique a la même valeur qu'une signature manuscrite.

Chacune des Parties peut à tout moment demander la résolution du présent Contrat-cadre. L'Etablissement peut résilier le Contrat-cadre moyennant un préavis de deux (2) mois. Le Titulaire qui demande la résiliation du Contrat-cadre doit formaliser cette demande par une lettre recommandée avec avis de réception et prendra effet à l'expiration d'un préavis d'un mois à compter de la réception par chacune des autres Parties de ladite lettre (« Date d'effet »). Le Titulaire doit maintenir un solde suffisant pour assurer la bonne fin des Opérations de paiement en cours pendant le délai nécessaire à leur dénouement et le paiement des frais dus par lui.

En cas de manquement grave de l'une des Parties, le Contrat-cadre peut être résolu avec effet immédiat par lettre recommandée avec avis de réception adressée à chacune des autres Parties. La résolution prendra effet à compter de sa réception de ladite lettre (« Date d'effet »). Il est entendu par manquements graves réalisés par le Titulaire : communication de fausse information, exercice d'activité illégale, contraire aux bonnes mœurs, soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, menaces à l'encontre de préposés de l'Etablissement, défaut de paiement, irrespect d'une obligation du Titulaire au titre des présentes, endettement excessif, clôture de son Profil. Il est entendu par manquements graves réalisés par l'Etablissement : communication de fausse information, irrespect d'une obligation au titre des présentes, nomination d'un mandataire ad hoc, d'un administrateur judiciaire, ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation.

En cas de modification de la réglementation applicable et de l'interprétation qui en est faite par l'Autorité de régulation concernée affectant la capacité de l'Etablissement ou de ses mandataires à fournir les Services de paiement, le Contrat-cadre sera automatiquement résolu par lettre recommandée avec avis de réception. La résolution prendra effet à compter de sa réception de ladite lettre (« Date d'effet »).

A tout moment, le Partenaire pourra notifier au Titulaire le nom d'un successeur désigné à l'Etablissement en vue de fournir des services équivalents aux présentes. Dans cette hypothèse, le Contrat-cadre fera l'objet d'une résolution et le Titulaire sera invité à conclure un nouveau contrat avec le successeur désigné. Il devra, à cet effet, confirmer par écrit à Treezor le transfert des fonds lui appartenant dont le montant et la date lui seront notifiés. La résolution prendra effet à compter de la réception par Treezor de cette confirmation du Titulaire (« Date d'effet »).

9.2. Effet de la résolution

Le Compte de paiement sera clôturé à la Date d'effet de la résolution sous réserve que toutes les sommes dues conformément au Contrat-cadre aient bien été payées par le Titulaire. Cette résolution emporte résiliation du Contrat-cadre et ne remet pas en cause les prestations préalablement exécutées ou en cours d'exécution à la Date d'effet. Le Titulaire ne pourra plus transmettre d'Ordres de paiement à compter de la Date d'effet. Le Compte de paiement pourra être maintenu pendant une durée de quinze (15) mois à l'effet de couvrir les éventuelles contestations et réclamations ultérieures. Les Opérations de paiement initiées avant la Date d'effet de la résiliation ne seront pas remises en cause par la demande de résiliation et devront être exécutées dans les termes du Contrat-cadre.

10. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Dès lors que le Titulaire crée un Compte de paiement, il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du Contrat-cadre.

Le Titulaire garantit que les informations figurant sur son Profil sont exactes au jour de la demande d'ouverture du Compte et s'engage à les mettre à jour dans les plus brefs délais suivant les changements pendant toute la durée du Contrat-cadre. Le cas échéant, l'Etablissement ne saurait être tenu responsable de tout dommage pouvant découler du fait d'une inexactitude ou d'un changement dans le cas où il n'en aurait pas été avisé. Il se réserve le droit de suspendre le Contrat-cadre jusqu'à obtention des documents ou de procéder à sa résiliation conformément à l'article 9.

Le Titulaire s'engage à faire fonctionner son Compte de paiement dans le respect de la législation monétaire, fiscale ou relative aux relations financières avec l'étranger, aux embargos, à la lutte contre la corruption, le blanchiment et le financement du terrorisme, en vigueur en France et dans le pays membre de l'Union Européenne dans lequel l'Etablissement est établi pour la conclusion des présentes. Le Titulaire s'engage à prendre en charge toute amende, sanction ou dommage-intérêts supportés par l'Etablissement et résultant d'une activité illégale, illicite ou contraire ou bonnes mœurs du Titulaire. A ce titre, le Titulaire s'engage à ne pas réaliser ou favoriser l'exercice d'activité pénalement sanctionnée telle que la mise en péril de mineurs, des actes de pédophilie, des actes de contrefaçon d'œuvres protégées par un droit de propriété intellectuelle, le non-respect de la protection des Données personnelles, des atteintes aux systèmes de traitement automatisés de données, des actes de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, le non-respect des dispositions relatives aux jeux de hasard, aux courses de chevaux, aux loteries et des dispositions relatives aux conditions d'exercice des professions réglementées.

11. CONVENTION DE PREUVE ET ENREGISTREMENT TELEPHONIQUE

Les Parties reconnaissent que les Ordres transmis conformément à ce qui précède et enregistrés par l'Etablissement sont réputés autorisés par le Titulaire (qu'ils aient été donnés par lui ou par l'Utilisateur) et dûment authentifiés. La preuve de cette Authentification forte pourra être rapportée par la reproduction sur un support informatique de l'utilisation du moyen technique affecté à cet effet par le Site au Titulaire.

Le Titulaire est informé que les conversations téléphoniques avec le personnel de l'Etablissement peuvent faire l'objet d'enregistrement par lui ou toute société mandatée à cet effet, afin de leur assurer une meilleure qualité des Services de paiement.

12. L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS RELATIF AUX COMPTES DE PAIEMENT EN MATIERE FISCALE

Conformément à :

- la loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « Loi FATCA »),

- la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal,

- l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 et la Norme commune de déclaration approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014, (ci-après ensemble « la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale »), l'Etablissement doit effectuer des diligences d'identification de la résidence à des fins fiscales du Titulaire de Compte de paiement et remplir des obligations déclaratives annuelles à l'égard de l'administration fiscale française concernant les comptes déclarables des personnes non résidentes à des fins fiscales en France (y compris les personnes américaines déterminées, au sens de la loi FATCA). L'administration fiscale française procède à la transmission de ces informations à l'administration fiscale du pays de résidence à

des fins fiscales du titulaire du compte déclarable si la réglementation concernant l'échange automatique d'informations l'exige.

Les Titulaires concernés s'engagent à fournir à l'Etablissement tous les documents et justificatifs concernant leur(s) pays de résidence à des fins fiscales.

13. MODIFICATION

Treezor se réserve le droit, à tout moment, de modifier le Contrat-cadre. Tout projet de modification est communiqué au Titulaire avant la date d'application proposée pour son entrée en vigueur suivant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification au Titulaire de la mise en ligne des nouvelles conditions applicables.

En l'absence de contestation écrite par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'Etablissement par le Titulaire avant l'expiration de ce délai de deux (2) mois, ce dernier est réputé avoir accepté ces modifications. En cas de refus de la modification proposée dans le délai imparti, le Titulaire peut résilier sur demande écrite le Contrat-cadre sans frais, avant la date d'entrée en vigueur proposée de celle-ci. Cette demande n'affecte pas l'ensemble des débits (frais, cotisations, paiement) dont le Titulaire reste redevable.

14. DIVERS

14.1. Décès

Dès réception de l'information du décès du Titulaire son Compte de paiement est immédiatement bloqué jusqu'à l'issue des opérations de liquidation de la succession dans le respect de la loi applicable. L'Etablissement remboursera alors les sommes figurant au crédit du Compte après dénouement des Opérations en cours et des frais dus.

Cependant, toute opération effectuée par le Titulaire jusqu'à la date de son décès impliquant un règlement devra être exécutée.

14.2. Compte inactif

Un Compte de paiement est réputé inactif dans les cas suivants :

- le Compte de paiement n'a fait l'objet d'aucune Opération de paiement pendant une période de douze (12) mois au cours de laquelle, hors inscription d'intérêts et débit par l'Etablissement tenant le compte de frais et commissions de toutes natures et le Titulaire du Compte, son représentant légal ou la personne habilitée par lui ne s'est pas manifesté, sous quelque forme que ce soit, auprès de l'Etablissement.
- A l'issue d'une période de douze (12) mois suivant le décès du Titulaire.

Le Titulaire ou ses ayants droit sont informés par les présentes des conséquences qui y sont attachées.

Les avoirs inscrits sur le Compte de paiement inactif sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations à l'issue d'un délai de dix (10) ans à compter de la date de la dernière Opération de paiement, hors inscription des débits par l'Etablissement tenant le compte de frais et commissions de toutes natures.

14.3 Transfert du Compte de paiement (Mobilité bancaire)

Sur demande, le Titulaire pourra obtenir les conditions de transfert de son Compte de paiement afin d'obtenir le rôle de l'établissement d'arrivée et de l'établissement de départ à chacune des étapes de la procédure de mobilité bancaire, telle qu'elle est prévue à l'article L. 312-1-7 du Code monétaire et financier, les délais d'accomplissement des différentes étapes, les informations que le titulaire de compte devra éventuellement communiquer, les modalités de saisine du service de relations avec la clientèle aux fins de recevoir d'éventuelles réclamations, la possibilité de recourir au processus de médiation mentionné à l'article L. 316-1 du Code monétaire et financier.

14.3. Procuration

Le Titulaire peut donner à une personne physique pouvoir pour donner des Ordres de paiement sur son Compte de paiement et sous son entière responsabilité, dans les conditions définies dans la procuration. Le formulaire est fourni en ligne sur demande et doit être renvoyé à l'Etablissement soit par l'intermédiaire du Site pourvu de la signature électronique du Titulaire, soit par courrier sur lequel est apposé sa signature manuscrite. La procuration ne prendra effet qu'à réception par

ce dernier du formulaire dûment complété et sous réserve de l'acceptation par l'Etablissement. Celle-ci sera notifiée par tout moyen. Elle cesse automatiquement au décès du Titulaire ou du mandataire. Elle peut être révoquée à l'initiative du Titulaire qui en informe le mandataire et l'Etablissement par lettre recommandée avec avis de réception ou par la signature d'un formulaire en ligne disponible. La résiliation prend effet à la date de réception de la résiliation par l'Etablissement. Le Titulaire reste tenu des Opérations de paiement initiées pour son compte jusqu'à cette date par le mandataire désigné.

Le Titulaire décharge expressément l'Etablissement du secret professionnel relatif aux données du Compte de paiement à l'égard du mandataire désigné par la procuration.

15. DROIT DE RETRACTATION

Aux termes des articles 222-7 du Code de la consommation et L.341-1 du Code monétaire et financier le Titulaire, dispose d'un délai de rétractation de 14 (quatorze) jours calendaires révolus pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à justifier de motif. Il ne supportera pas de pénalités du simple fait de l'exercice de son droit de rétractation. Le délai court soit à compter du jour où le Contrat-cadre est conclu, soit à compter du jour où le consommateur reçoit les conditions contractuelles et les informations, si cette date est postérieure à la date où le Contrat-cadre est conclu. Le Titulaire qui souhaite exercer son droit de rétractation devra envoyer sa demande écrite (« Bordereau de rétractation » disponible à la fin du présent document) par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse disponible sur le Site.

Treezor ne peut pas recueillir des fonds du Titulaire ayant été démarché avant l'expiration d'un délai de réflexion de quarante-huit (48) heures courant à compter du lendemain de la remise du bordereau établissant la communication au Titulaire des informations relatives au démarchage. Le commencement d'exécution du Contrat-cadre ne pourra être réalisé que sur demande expresse du Titulaire.

L'exercice du droit de rétractation emporte résolution du Contrat-cadre qui en cas de commencement d'exécution, prend la forme d'une résiliation du Contrat-cadre et ne remet pas en cause les prestations antérieurement réalisées.

16. DONNEES PERSONNELLES ET SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire, l'Utilisateur ou tout autre mandataire désigné par le Titulaire (« les Personnes Concernées ») est seul responsable des Données personnelles qu'il communique à l'Etablissement et déclare que toutes les données fournies sont parfaitement renseignées et exactes.

Les informations et Données personnelles concernant les Personnes Concernées sont nécessaires à la gestion des Services de paiement. Ces informations et Données personnelles sont également conservées, afin de respecter les obligations légales et réglementaires ainsi qu'à des fins de sécurité pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de fermeture du Compte pour les informations collectées à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Ces Données personnelles peuvent être utilisées également aux fins d'améliorer et de personnaliser les services offerts par l'Etablissement et les informations qui lui sont adressées. En outre, les Personnes Concernées autorisent l'Etablissement, en acceptant les présentes, à communiquer les renseignements utiles les concernant à des entreprises extérieures pour l'exécution de prestations que celui-ci sous-traite.

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, toute personne physique dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux Données personnelles le concernant. Il lui suffit d'écrire en ligne à service client, en indiquant ses nom, prénom, e-mail adresse et références (son numéro de téléphone mobile, son email référencé pour Compte). Conformément à la réglementation en vigueur, le courrier du demandeur doit être signé et accompagné de la photocopie d'un titre d'identité portant sa signature et préciser l'adresse à laquelle doit lui parvenir la réponse. Une réponse lui sera alors adressée dans un délai de deux (2) mois suivant la réception de la demande.

Conformément aux dispositions de l'article L.526-35 du Code monétaire et financier, l'Etablissement est tenu au secret professionnel. Toutefois, ce secret peut être levé, conformément à la législation en vigueur, en vertu d'une obligation légale réglementaire et prudentielle, notamment à la demande des autorités de tutelle, de

l'administration fiscale ou douanière, ainsi qu'à celle du juge pénal institué par l'article L.562-4 du Code monétaire et financier ou en cas de réquisition judiciaire notifiée à l'Etablissement. Nonobstant ce qui précède, le Titulaire a la faculté de relever l'Etablissement du secret professionnel en lui indiquant par écrit les tiers autorisés à recevoir des informations confidentielles le concernant. Le secret professionnel est levé par l'effet de la réglementation au profit des sociétés fournissant des tâches opérationnelles importantes à l'Etablissement dans le cadre des présentes.

17. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions des articles L.561-2 et suivants du Code monétaire et financier, relatifs à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes, l'Etablissement est tenu de s'informer auprès du Titulaire pour toute opération ou relation d'affaire initiée dans les conditions des articles L.561-2 et suivants du Code monétaire et financier, notamment, de l'origine, de l'objet et de la destination de l'Opération de paiement ou de l'ouverture du Compte. Il doit, par ailleurs, réaliser toutes les diligences nécessaires à l'identification du Titulaire et le cas échéant, du bénéficiaire effectif. Le Titulaire s'engage à faire toute diligence pour permettre à l'Etablissement d'effectuer un examen approfondi de l'Opération de paiement, à l'informer de toute opération exceptionnelle par rapport aux Opérations de paiement habituellement enregistrées sur son Compte de paiement et à lui fournir tout document ou information requis.

Il reconnaît que l'Etablissement peut être amené à mettre en place des systèmes de surveillance ayant pour finalité la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes.

Le Titulaire reconnaît que l'Etablissement peut mettre un terme ou reporter à tout moment l'ouverture du Compte ou l'exécution d'une Opération de paiement en l'absence d'élément suffisant sur son objet ou sa nature. Il est informé qu'une Opération de paiement réalisée dans le cadre des présentes peut faire l'objet de l'exercice du droit à la communication de la cellule de renseignement financier nationale.

Le Titulaire peut, conformément à la réglementation accéder à toutes les informations ainsi communiquées sous réserve que ce droit d'accès ne remette pas en cause la finalité de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme lorsque ces Données personnelles sont relatives au Titulaire et détenues dans le cadre des articles L621-8, L621-9 et L621-10 du Code monétaire et financier.

Aucune poursuite fondée sur les articles 226-13 et 226-14 du Code pénal et aucune action en responsabilité civile ne peut être intentée ni aucune sanction professionnelle prononcée contre l'Etablissement, ses dirigeants ou ses préposés ou contre une autre personne visée à l'article L.562-1 du Code monétaire et financier qui ont fait de bonne foi les déclarations mentionnées aux articles L.561-22 du même code.

18. CONTESTATION D'UNE OPERATION DE PAIEMENT

Le Titulaire qui souhaite contester une Opération de paiement non autorisée ou mal exécutée par l'Etablissement doit contacter le service clients dans les plus brefs délais suivant sa prise de connaissance de l'anomalie et au plus tard dans les treize (13) mois suivant l'inscription en Compte de l'Opération de paiement. A défaut de contestation dans le délai ci-dessus, les Opérations de paiement seront considérées comme définitivement approuvées par le Titulaire sauf preuve contraire apportée par ce dernier. Le Titulaire qui souhaite contester une Opération de paiement doit contacter le service client par courriel au support@pim.life

Si une Opération de paiement est exécutée par l'Etablissement avec des erreurs dues à une faute de ce dernier, il appartient au Titulaire de prouver qu'elle a été mal exécutée par l'Etablissement avant l'expiration du délai précité. Dans cette hypothèse, le Compte de paiement est rétabli dans la situation dans laquelle il se trouvait avant l'exécution de l'Ordre concerné. Par la suite, l'Ordre de paiement est représenté correctement.

En cas de contestation par un Titulaire dans le délai de treize (13) mois suivant le débit du Compte de paiement, d'une Opération de paiement non autorisée, il appartient à l'Etablissement de prouver que celle-ci a été autorisée dans les conditions prévues par le Contrat-cadre. En l'absence de preuve par l'Etablissement

que l'Opération de paiement a été autorisée, l'Etablissement procédera immédiatement après avoir pris connaissance de l'Opération de paiement et au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant au remboursement de l'Opération de paiement sauf s'il a de bonnes raisons de soupçonner un agissement frauduleux de la part du Titulaire. Lorsque l'Opération de paiement non autorisée a été initiée par l'intermédiaire d'un prestataire de services de paiement fournissant un service d'initiation de paiement, l'Etablissement procédera immédiatement et au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant au remboursement de l'Opération de paiement. L'Etablissement rétablira sous forme d'un crédit temporaire le Compte de paiement dans l'état dans lequel il était si l'Opération de paiement contestée n'avait jamais été effectuée.

Après enquête sur la validité de la contestation, l'Etablissement ajuste le Compte de paiement conformément à ce qui suit :

- En cas d'opérations de paiement non autorisée effectuée sans utilisation des Données de sécurité personnalisées ;
- En cas d'Opérations de paiement non autorisées consécutives à la perte ou au vol de la Carte ou les Données de sécurité personnalisées associées à celle-ci, le Titulaire supporte les pertes liées à l'utilisation des Données de sécurité personnalisées associées à la Carte avant l'opposition décrite à l'article 7, dans la limite de 50 euros. Toutefois, lorsque le prestataire de services de paiement du Bénéficiaire est situé hors de l'Espace Economique Européen, hors de Saint Pierre et Miquelon, les Opérations de paiement consécutives à la perte et vol de la Carte sont à la charge du Titulaire dans la limite de 50 euros même en cas d'opérations de paiement effectuées sans utilisation d'un dispositif de sécurité personnalisé.
- En cas d'Opérations de paiement non autorisées effectuées grâce au détournement, à l'insu du Titulaire, de l'instrument de paiement ou des Données de sécurité personnalisées qui lui sont liées, le Titulaire n'est pas responsable des pertes en résultant ;
- En cas de perte des Données de sécurité personnalisées due à des actes ou à une carence d'un salarié, d'un agent ou d'un prestataire de l'Etablissement, le Titulaire n'est pas responsable des pertes en résultant ;
- En cas de perte ou de vol d'un instrument de paiement et si l'acte n'a pas pu être détecté par le Titulaire avant le paiement, ce dernier n'est pas responsable des pertes en résultant ;
- En cas d'Opérations de paiement non autorisées effectuées sans que l'Etablissement exige une Authentification forte du Titulaire et sauf si ce dernier a agi frauduleusement, le Titulaire n'est pas responsable des pertes en résultant ;
- En cas d'Opérations de paiement non autorisées résultant de l'utilisation de l'instrument de paiement contrefait, le Titulaire n'est pas responsable s'il est en possession de l'instrument.

Cependant, le délai maximum durant lequel le Titulaire a la possibilité de contester une Opération de paiement, est fixé à 70 jours à compter de la date du débit de l'ordre de paiement contesté sur ledit compte, lorsque le prestataire de services de paiement du Bénéficiaire est situé hors de l'Espace Economique Européen, et hors de Saint Pierre et Miquelon.

Toutefois, la responsabilité de l'Etablissement n'est pas engagée pour toutes les pertes occasionnées par des Opérations de paiement non autorisées en cas de force majeure, en cas d'agissements frauduleux de la part du Titulaire, de faute de ce dernier telle qu'un manquement volontaire ou constitutif d'une négligence grave à ses obligations (telle que, notamment, une transmission tardive de l'opposition).

Le Titulaire peut transmettre à l'Etablissement une demande de remboursement d'une Opération de paiement ordonnée par l'intermédiaire du Bénéficiaire et autorisée par le Titulaire sans indication du montant exact ou comportant un montant supérieur à celui auquel il pouvait raisonnablement s'attendre. Cette demande doit être réalisée dans les huit (8) semaines suivant la date à laquelle les fonds ont été débités du Compte de paiement et porte sur la totalité de l'Opération. Aucune demande de remboursement partiel ne peut être traitée par l'Etablissement. Le Titulaire doit fournir tous les éléments relatifs au remboursement demandé. L'Etablissement apprécie, en fonction de ces éléments, du profil des dépenses passées du Titulaire, des conditions du Contrat et des circonstances de l'Opération, la légitimité de la demande. Il notifie dans les dix (10) jours suivant la réception de la demande, son acceptation ou son refus de procéder à un tel remboursement.

Le Titulaire peut également élever une contestation auprès de l'Etablissement lorsque, lors d'un retrait d'espèces, il n'a pas reçu l'intégralité de la somme demandée. La contestation doit être présentée avant l'expiration d'une période de huit (8) semaines courant à compter du débit de l'Opération de paiement par Carte. Le montant de la restitution des fonds est alors égal à la somme non reçue.

Les réclamations qui portent sur le prix des biens ou services achetés ne sont pas recevables auprès de l'Etablissement. Seules celles qui portent sur une Opération de paiement sont visées par le présent article. L'Etablissement reste étranger à tout différend commercial pouvant survenir entre le Titulaire et le commerçant. L'existence d'un tel différend ne peut en aucun cas justifier le refus du Titulaire d'honorer le règlement d'une Opération de paiement.

Un bien ou un service réglé par un moyen de paiement mis à la disposition du Titulaire par l'Etablissement ne peut pas faire l'objet d'une demande de remboursement auprès de l'Etablissement ou du Partenaire agissant au nom et pour le compte de l'Etablissement.

19. RECLAMATION

En cas de difficultés concernant les produits et services fournis par l'Etablissement et son Partenaire, le Titulaire peut obtenir du Partenaire toutes les informations souhaitées, formuler auprès de lui toute réclamation et, en cas de difficultés persistantes, saisir par écrit le Service Réclamations Clients de l'Etablissement qui s'efforce de trouver avec lui une solution.

Le Titulaire a la possibilité de joindre le Service Réclamations Clients de l'Etablissement :

- Soit par téléphone au numéro suivant : +33 (0)1.84.19.35.23 service ouvert de lundi au vendredi (hors jours fériés) de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 18h00),
- Soit par courrier à l'adresse suivante : 94 rue de Villiers, 92532 Cedex Levallois-Perret,
- Soit par e-mail à l'adresse suivante : operations@treezor.com.

L'Etablissement et le Partenaire s'engagent à répondre au Titulaire sous quinze jours ouvrables suivant la réception de sa réclamation. Cependant, si un délai supplémentaire est nécessaire pour lui répondre, l'Etablissement ou le Partenaire lui adresseront une réponse d'attente motivant ce délai et précisant la date ultime de leur réponse. En tout état de cause, le Titulaire recevra une réponse définitive au plus tard trente-cinq jours ouvrables suivant la réception de sa réclamation.

20. MEDIATION

Dans l'éventualité de la persistance d'un litige avec l'Etablissement relatif aux services fournis ou à l'exécution du Contrat-cadre et après épuisement des recours internes, le Titulaire a la faculté de saisir gratuitement le Médiateur de l'AFEPAME en adressant dans un délai d'un an à compter de sa réclamation un courrier à Monsieur le médiateur de l'Afepame, association Afepame, 36 rue Taitbout 75009 Paris.

Le Médiateur ne peut être saisi si une procédure judiciaire est en cours.

La saisine du Médiateur suspend la prescription conformément aux conditions de l'article 2238 du Code civil. Les constatations et les déclarations que le Médiateur recueille ne peuvent être ni produites ni invoquées à l'occasion de toute autre procédure, que celle de la médiation, sans l'accord de l'Etablissement et du Titulaire. Cette procédure de médiation est gratuite.

21. FORCE MAJEURE

Les Parties ne seront pas tenues pour responsables, ou considérées comme ayant failli au titre des présentes, pour tout retard ou inexécution, lorsque la cause du retard ou de l'inexécution est liée à un cas de force majeure telle que définie par l'article 1218 du Code civil.

22. COMMUNICATION

La langue utilisée durant les relations précontractuelles et contractuelles est le français. Le Titulaire accepte expressément l'usage de la langue française durant la relation contractuelle.

A tout moment de la relation contractuelle, le Titulaire a le droit de recevoir, sur demande, le Contrat Cadre de Services de Paiement et les Conditions Générales d'Utilisation de la Carte sur support papier ou sur un autre support durable. La demande doit être formulée auprès du Partenaire ou de l'Etablissement. Ces dernières sont également disponibles sur le Site internet du Partenaire.

Le Titulaire autorise le Partenaire et l'Etablissement à lui adresser un courrier électronique sur son espace client du Site ou de l'Application mobile des informations relatives à l'exécution de la Contrat et des produits ou/et services souscrits.

Toute notification aux fins du présent Contrat-cadre devra être faite (et sera réputée avoir été reçue à la date de réception) par courrier recommandé avec avis de réception ou remise en mains propres à l'adresse suivante :

Treezor SAS, Service juridique, 94 rue de Villiers 92532 Cedex Levallois-Perret

et par email : legal@treezor.com

ou par l'intermédiaire du service client du Site dont les coordonnées sont indiquées dans les mentions légales.

23. PROTECTION DES FONDS

Le Titulaire est informé que les fonds inscrits au crédit du Compte sont protégés conformément à l'article L.522-17.I du Code monétaire et financier et sont inscrits sur un compte de cantonnement ouvert dans les conditions requises par la réglementation. Ils sont ainsi protégés contre tout recours d'autres créanciers de l'Etablissement, y compris en cas de procédures d'exécution ou de procédure d'insolvabilité ouverte à l'encontre de l'Etablissement.

24. CESSIBILITE

Les présentes ne peuvent faire l'objet d'une cession totale ou partielle par le Titulaire, à titre onéreux ou gratuit. En cas de manquement à cette interdiction, outre la résiliation immédiate des présentes, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée.

25. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION

Le Contrat-cadre est soumis au droit français.

A défaut d'accord amiable, tous les litiges relatifs à la formation, la validité, l'interprétation, l'exécution ou la rupture du Contrat-cadre relèvent de la compétence exclusive des juridictions françaises.

ANNEXE 1 -

CONDITIONS PARTICULIERES

ANNEXE 2 -

LISTE DES DOCUMENTS ATTACHES A LA DEMANDE D'OUVERTURE DE COMPTE

Le prospect personne physique qui souhaite devenir Titulaire d'un Compte de paiement transmet notamment les documents suivants par l'intermédiaire du Site :

- une copie d'un document officiel d'identité en cours de validité du Titulaire (ex : carte d'identité, permis de conduire, et pour les nationaux de pays tiers à l'Union Européenne un passeport),
- un justificatif de domicile du Titulaire de moins de trois mois (facture eau, gaz, électricité, opérateur de téléphonie fixe ou ADSL ou câble TV, ou justificatif de paiement d'impôt de moins de 3 mois, ou quittance de loyer avec mention des coordonnées complètes du bailleur).
- les coordonnées d'un compte bancaire ou de paiement, ouvert dans les livres d'un Prestataire de Services de paiement tiers.

ANNEXE 3 -

CONDITIONS TARIFAIRES

ANNEXE 4 -

BORDEREAU DE RETRACTATION

BORDEREAU DE RETRACTATION

Conformément aux articles L.222-7 du Code de la consommation et L.341-1 du Code monétaire et financier, je bénéficie d'un délai de réflexion de 14 (quatorze) jours à compter de la signature du Contrat-cadre de service de paiement pour l'ouverture du Compte ci-dessus mentionné sans frais ni motifs. Cette rétractation n'est valable que si elle est adressée, lisiblement et parfaitement remplie, avant l'expiration du délai rappelé ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse disponible sur le Site

Je soussigné(e) (NOM / Prénoms), déclare renoncer à l'ouverture du Compte de paiement ci-dessus mentionné avec TREEZOR à la suite d'une opération réalisée à distance.

Fait le : Signature :

ANNEXE 5 - PROCURATION

fins non professionnelles, ayant conclu un Contrat-cadre de services de paiement avec Treezor et porteur de la Carte.

ANNEXE 6 - CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DE LA CARTE

(ci-après dénommé le « Titulaire »), d'autre part ;

Ensemble dénommées les « Parties ».

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DE LA CARTE CONCLUES ENTRE :

TREEZOR société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 807 465 059 R.C.S. Nanterre dont le siège social est situé 94 rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret, agissant en tant qu'établissement de monnaie électronique au sens de l'article L.525.1 du Code monétaire et financier et agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, Banque de France, 61 rue Taitbout, 75049 Paris cedex 01, www.regafi.fr, sous le numéro 16798,

(ci-après dénommée « Treezor ») d'une part, et ;

Les dispositions du Contrat cadre de services de paiement sont applicables aux Conditions générales de d'utilisation de la Carte (CGU). En outre, les termes ayant une majuscule ont la signification qui leur est donnée dans le Contrat-cadre.

1. OBJET DES CGU

Les présentes CGU ont pour objet de définir les conditions de souscription et d'utilisation de la Carte par le Titulaire, porteur de la Carte. Une personne physique mineure peut également être désignée comme Porteur de la Carte. Dans cette hypothèse, le Titulaire agit en qualité de représentant légal du mineur. La Carte est une carte MasterCard « PIM »

Le TITULAIRE, personne physique, majeure et capable, agissant pour son compte à des

2. DEFINITIONS

Dans ces CGU, et à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, les termes employés avec une majuscule ont la signification qui leur est donnée ci-dessous :

Accepteur	désigne l'accepteur d'un Ordre de paiement par Carte disposant d'un Point d'acceptation.
DAB	Désigne les distributeurs automatiques de billets
CGU	désignent les Conditions Générales d'Utilisation de la Carte.
Emetteur	désigne Treezor agissant en qualité d'émetteur de la Carte
Equipement Electronique	désigne tout dispositif de paiement qui comporte un système permettant le contrôle du code confidentiel, par exemple un terminal de paiement électronique et qui est agréé par le GIE CB.
Ordre de paiement par Carte	désigne l'instruction initiée par le Titulaire ou le Porteur mineur avec la Carte MasterCard en vue de transférer des fonds à un Accepteur désigné.
Point d'acceptation	désigne la page de paiement ou le terminal de paiement permettant au Titulaire de transmettre un Ordre de paiement par Carte à un Accepteur.
Réseau	désigne le réseau MasterCard.

A défaut de définition les termes employés avec une majuscule auront la signification qui leur est donné dans le Contrat-cadre de services de paiement.

3. COMPTE DE PAIEMENT ET COMPTE-CARTE

Le Titulaire a préalablement conclu un Contrat-cadre de services de paiement et est titulaire d'un Compte de paiement dans les livres de l'Emetteur. Il est précisé que le Titulaire ne pourra disposer que d'une seule Carte.

Le Titulaire alimente le Compte de paiement et le(s) Compte(s)-carte au plus tard avant l'autorisation par Treezor de l'Ordre de paiement par Carte. Le Titulaire alimente le Compte de paiement et le(s) Compte(s)-carte conformément aux dispositions du Contrat-cadre et des présentes

Le Titulaire peut faire une demande de Carte pour un Porteur mineur désigné expressément au moment de la souscription. A cet effet les documents suivants doivent être transmis :

- la justification de sa qualité de représentant légal du mineur avant l'activation de la Carte ;
- une copie d'un document officiel d'identité en cours de validité du mineur.

4. TARIFICATION

Treezor fournit la Carte au Titulaire dans les Conditions Tarifaires dans la limite de la réglementation applicable. Les frais sont prélevés sur le Compte de paiement du Titulaire conformément au Contrat-cadre.

5. DELIVRANCE DE LA CARTE ET ACTIVATION

La Carte est délivrée par Treezor dont elle reste la propriété, à la demande du Titulaire, à l'adresse indiquée par lui. Le Titulaire doit se connecter au Site pour pouvoir activer sa Carte suivant les indications qui lui sont communiquées et doit signer les présentes CGU. L'activation de la Carte est conditionnée à la signature des présentes CGU par le Titulaire. En outre, le Titulaire doit disposer de données de sécurité personnalisées conformément à l'article 8 des présentes pour pouvoir utiliser la Carte. La Carte sera pleinement activée lors du premier retrait au DAB avec utilisation des données de sécurité personnalisées.

6. CONDITIONS D'UTILISATION

La Carte est destinée à des fins non professionnelles et permet de réaliser des Opérations de paiement ayant une destination non professionnelle. Le Titulaire s'engage à utiliser la Carte ou son numéro exclusivement dans le cadre du Réseau de cartes de paiement dont la marque est apposée sur la Carte et à respecter les règles afférentes à chacune des marques apposées sur la Carte.

La Carte est rigoureusement personnelle, le Titulaire devant y apposer obligatoirement dès réception sa signature dès lors qu'un espace prévu à cet effet existe sur le support de la Carte. Il est strictement interdit au Titulaire de prêter la Carte ou de s'en déposséder. Lorsqu'un panonceau de signature figure sur la Carte, l'absence de signature sur la Carte justifie son refus d'acceptation.

Le Titulaire s'interdit d'apposer des étiquettes adhésives ou des autocollants ou de procéder à toute inscription sur la Carte à l'exception de la signature visée ci-dessus. Le Titulaire s'interdit d'apporter toute altération fonctionnelle ou physique à la Carte susceptible d'entraver son fonctionnement ou celui des terminaux de paiement électroniques et des automates (les Equipements Electroniques), ou des appareils de distribution automatique de billets de banque (les DAB).

Le Titulaire s'engage à assurer le respect de ces conditions d'utilisation par le Porteur mineur. En outre, le Titulaire s'assure que le Porteur mineur n'effectue que des opérations de retrait ou de paiement pour l'achat de biens ou services qualifiés d'actes de la vie courante. Il s'agit d'achat d'un valeur pécunière modeste selon l'âge du Porteur mineur et des moyens financiers qui lui sont mis à disposition par le Titulaire sur le Compte-carte.

7. OBJET DE LA CARTE

La Carte permet au Titulaire :

- D'effectuer des retraits d'espèces aux DAB des établissements dûment habilités à fournir des services de paiement affichant l'une des marques du Réseau de cartes de paiement apposées sur la Carte,
- De régler des achats de biens ou des prestations de services chez les commerçants et prestataires de services équipés d'un Point d'acceptation affichant l'une des marques du Réseau de cartes de paiement apposées sur la Carte (les Accepteurs),
- De régler à distance, par l'utilisation éventuelle de la puce, des achats de biens ou des prestations de services aux Accepteurs.

8. DONNEES DE SECURITE PERSONNALISEES

Des données de sécurité personnalisées sont définies par Treezor et permettent au Titulaire d'utiliser la Carte.

Elles se composent notamment d'un code personnel qui lui est communiqué par courrier séparé envoyé à son domicile par Treezor, personnellement et uniquement à lui. Le Titulaire peut être invité à choisir son code, lors de l'activation de la Carte. Dans tous les cas, il doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de sa Carte, du code confidentiel et plus généralement de tout autre élément constituant les données de sécurité personnalisées de la Carte. Il doit donc tenir son code absolument secret et ne pas le communiquer à qui que ce soit. Par exception, le Titulaire peut le communiquer à des prestataires de services de paiement tiers agréés dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'Espace économique

Européen, pour les services d'information sur les comptes et d'initiation d'opérations de paiement, au sens de l'article 4 de la directive européenne 2015/2366. Le Titulaire doit s'assurer que ce prestataire de services de paiement est bien agréé pour ces services et qu'il saisit ses données de sécurité personnalisées dans un environnement sécurisé.

Il ne doit pas notamment l'inscrire sur la Carte ni sur tout autre document. Il doit veiller à le composer à l'abri des regards indiscrets. Il doit utiliser les données de sécurité personnalisées chaque fois qu'il en reçoit l'instruction par le Point d'acceptation sous peine d'engager sa responsabilité. Ce code lui est indispensable dans l'utilisation des Equipements Electroniques et de tout terminal de paiement à distance (tels que lecteur sécurisé connecté à un ordinateur, décodeur TV, téléphone mobile avec insertion de la Carte...) conçus de façon qu'aucune opération ne puisse être effectuée sans mise en œuvre de ce code confidentiel. Le nombre d'essais successifs de composition du code confidentiel est limité à 3 (trois) sur les Equipements Electroniques. Au troisième essai infructueux, le Titulaire provoque l'invalidation de la Carte et/ou, le cas échéant, sa capture. Lorsque le Titulaire effectue une Opération de paiement par Carte à un Point d'acceptation à distance avec frappe du code confidentiel, il doit s'assurer que ce terminal est agréé par le Réseau en vérifiant la présence de la marque MasterCard et l'utiliser exclusivement dans le cadre des finalités visées à l'article 1 des CGU de la Carte. Le Titulaire doit prendre toutes les mesures propres pour assurer la sécurité des données de sécurité personnalisées qui, outre le code confidentiel, peut être un terminal de paiement à distance dont il a la garde.

De telles données de sécurité personnalisées sont également affectées à l'utilisation de la Carte par un Porteur mineur. Un code personnel différent est communiqué par courrier au domicile du Titulaire. Le Titulaire et le Porteur mineur peuvent choisir un code lors de l'activation de la Carte.

Le Titulaire s'engage à ce que le Porteur mineur prenne connaissance et respecte l'ensemble des mesures de sécurité énoncées ci-dessus.

9. AUTRES DONNEES DE SECURITE PERSONNALISEES

Pour assurer la sécurisation des Ordres de paiement par Carte donnés à distance (Internet par exemple) par le Titulaire, il pourra être demandé à ce dernier de communiquer, outre les données habituelles liées à l'utilisation à distance de la Carte (numéro, date de validité et cryptogramme visuel figurant au dos de la Carte), toute autre donnée (par exemple un mot de passe ou un code qui est alors différent de celui visé à l'article 8 permettant une Authentification forte de l'Ordre de paiement, qui peut, le cas échéant, être communiquée par Treezor. Les données de sécurité personnalisées liées à l'utilisation à distance acceptées par Treezor sont disponibles sur le Site. Le Titulaire reconnaît avoir été informé par Treezor que, pour tout Ordre de paiement par Carte sécurisé donné à distance depuis l'étranger, l'envoi par Treezor de la donnée de sécurisation visée ci-dessus peut entraîner le paiement par le Titulaire de frais supplémentaires à tout transporteur de ladite donnée, notamment à son opérateur de téléphonie mobile. Ces frais, dont le montant sera apporté à la connaissance du Titulaire avant l'initiation de l'opération de paiement par Carte, resteront à la charge de ce dernier qui les accepte d'ores et déjà.

10. FORME DU CONSENTEMENT ET IRREVOCABILITE

Le Titulaire et Treezor conviennent que le Titulaire donne son consentement pour réaliser une Opération de paiement par Carte avant ou après la détermination de son montant :

- par la frappe de son code confidentiel sur le clavier d'un Equipement Electronique, en vérifiant la présence de l'une des marques de Réseau de cartes de paiement apposées sur la Carte,
- par l'introduction de la Carte dans un Equipement Electronique dépourvu de clavier destiné à la frappe du code, confidentiel en vérifiant la présence de l'une des marques de Réseau de cartes de paiement apposées sur la Carte
- par la communication et/ou confirmation des données de sécurité personnalisées liées à l'utilisation à distance de la Carte,
- par la confirmation des données de l'ordre de paiement communiquées via un portefeuille numérique interbancaire agréé.

Le Titulaire et Treezor conviennent que le Titulaire peut utiliser la Carte pour une série d'Opérations de paiement par Cartes, ci-après appelés "paiements récurrents et/ou échelonnés", auprès des Accepteurs pour des achats de biens et/ou de services. Le Titulaire donne son consentement à la série d'Opérations de paiement par Carte par la communication et/ou confirmation des données liées à l'utilisation à distance de la Carte lors de la première opération, le cas échéant via un portefeuille numérique

interbancaire agréé. Le Titulaire peut retirer pour l'avenir son consentement à l'exécution d'une Opération ou série d'Opérations au plus tard à la fin du Jour ouvré précédant le jour convenu pour son exécution.

L'Opération de paiement par Carte est autorisée si le Titulaire a donné son consentement sous l'une des formes définies ci-dessus. Dès ce moment, l'Ordre de paiement est irrévocable. Toutefois, le Titulaire peut faire opposition au paiement en cas de procédure de redressement ou de liquidation judiciaires de l'Accepteur.

Le Porteur mineur de la Carte donne son consentement pour réaliser une Opération de paiement par Carte selon les mêmes conditions. Néanmoins, selon l'appréciation souveraine des juges, un acte passé par un mineur pourra être frappé de nullité pour simple lésion. Le Titulaire s'engage à informer le Porteur mineur sur les limites qui lui sont applicables. Seule les actes de la vie courante peuvent être passés par le Porteur mineur à condition d'être conclus à des conditions normales. Sont exclus notamment des actes de la vie courante, les achats dangereux au regard des capacités financières du Porteur mineur.

11. MODALITES D'UTILISATION DE LA CARTE POUR DES RETRAITS D'ESPECES DANS LES DAB AFFICHANT L'UNE DES MARQUES APPOSEES SUR LA CARTE

Les retraits d'espèces aux DAB sont possibles dans les limites des disponibilités du DAB. Les montants enregistrés de ces retraits ainsi que les commissions éventuelles sont immédiatement débités du Compte-carte du Titulaire sans aucune obligation d'indiquer le numéro ou le nom du Porteur de la Carte utilisée et emporte débit du Compte de paiement.

Le Titulaire doit, préalablement à chaque retrait et sous sa responsabilité, s'assurer de l'existence d'un solde suffisant et disponible sur le Compte-carte lequel fonctionne la Carte et le cas échéant sur le Compte de paiement auquel elle est associée. Le Titulaire s'engage à le maintenir jusqu'au débit correspondant.

Les modalités de change en cas d'utilisation de la Carte pour un retrait d'espèces en Devise sont régies à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** des présentes.

12. MODALITES D'UTILISATION DE LA CARTE POUR LE REGLEMENT D'ACHATS DE BIENS ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

La Carte est un instrument de paiement qui ne doit être utilisé que pour régler des achats de biens réellement délivrés et des prestations de services réellement rendus. Les paiements par Carte sont effectués selon les conditions et procédures en vigueur chez les Accepteurs. Elles comportent en principe le contrôle du code confidentiel et, sous certaines conditions définies par les Réseaux de cartes de paiement, une demande d'autorisation. Lorsque l'Accepteur est dans un pays de l'Espace Economique Européen (les Etats membres de l'Union européenne, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein), il a la possibilité d'installer un mécanisme de sélection prioritaire sur l'Equipement Electronique. Si le Titulaire n'est pas d'accord avec ce choix, il peut demander à l'Accepteur l'utilisation d'une autre marque ou d'une autre application de paiement qui est affichée comme "acceptée" par l'Accepteur.

Pour les Ordres de paiement par Carte donnés à distance, le Titulaire peut être tenu de respecter une procédure de sécurisation des dits Ordres de paiement telle que visée à l'article 9 ci-dessus.

Les règlements présentés à l'encaissement par l'Accepteur implique un débit du Compte-carte emportant débit du Compte de paiement sur lequel fonctionne la Carte selon les modalités fixées aux conditions particulières des présentes CGU et du Contrat-cadre. Même s'il est prévu un différé de paiement, Treezor a la faculté de débiter immédiatement le Compte-carte sur lequel fonctionne la Carte du montant des Opérations de paiement effectuées à l'aide de ladite Carte en cas de décès ou d'incapacité juridique du Porteur, d'incidents de fonctionnement audit Compte (procédure d'exécution), de clôture du Compte de paiement ou de retrait de la Carte par Treezor, décision qui serait notifiée au Porteur et au Titulaire par simple lettre. Les contestations concernant ces Opérations sont traitées dans les conditions prévues à l'article.

Le Titulaire doit s'assurer que le jour du débit des règlements, le Compte-carte sur lequel fonctionne la Carte, ou le Compte de paiement auquel elle est associée, présente un solde suffisant et disponible qui sera transféré à l'Accepteur.

Le montant détaillé des sommes passées au débit du Compte-carte susvisé figure, sauf exception, sur un relevé des Opérations envoyé après chaque Opération par l'intermédiaire du Partenaire et emporte débit du Compte de paiement associé.

Treezor reste étranger à tout différend commercial, c'est à dire autre que relatif à l'Ordre de paiement, pouvant survenir entre le Titulaire et un Accepteur. L'existence d'un tel différend ne peut en aucun cas justifier le refus du Titulaire d'honorer les règlements par Carte.

Une Opération de paiement par Carte ne peut être éventuellement remboursée par un Accepteur que s'il y a préalablement eu une opération débitée d'un montant supérieur ou égal. Ce remboursement doit être effectué avec la même Carte que celle utilisée pour l'opération initiale.

Une Opération de paiement peut être effectuée par le Titulaire afin d'obtenir du "quasi-cash" (jetons de casino, achat de devises...) dans les lieux habilités pour ce faire. Dans certains cas, le marchand peut demander à ce que le Titulaire de la Carte dispose d'un solde disponible supérieur à la valeur de l'Opération de paiement qu'il souhaite faire. Seule la valeur réelle et finale de l'Opération de paiement sera effectivement débitée sur le Compte-carte et le cas échéant, le Compte de paiement. Les Accepteurs prennent des garanties et doivent bloquer des fonds qui ne seront pas forcément débités de la Carte. Il peut s'agir par exemple :

- hôtels, loueur de voitures, et
- sites internet – certains sites des Accepteurs procèdent à une demande d'autorisation sur la Carte pour s'assurer de la disponibilité des fonds. Cette autorisation a un impact temporaire sur le solde disponible sur le le Compte-carte et le cas échéant sur le Compte de paiement. De nombreux marchands ne débitent la Carte que lors de l'expédition des marchandises, le Titulaire doit alors s'assurer de disposer en permanence des fonds suffisants pour couvrir ces achats.

La Carte ne doit pas être utilisée dans des situations où il n'est pas possible d'obtenir une demande d'autorisation en ligne qui permettrait de connaître le solde disponible sur la Carte.

La Carte peut être utilisée par le Titulaire aux pompes à carburant en libre-service en France, pour autant que le solde disponible du Compte-carte et le cas échéant du Compte de paiement soit supérieur au montant de la garantie nécessaire pour autoriser l'achat. La Carte peut être utilisée pour payer à la caisse.

Si, pour une raison quelconque, une Opération de paiement n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation systématique venait à rendre le solde du Compte de paiement débiteur, le montant du débit sera inscrit sur le relevé du Titulaire sur une ligne spécifique « dette exigible ». Le Titulaire s'engage à créditer le Compte de paiement concerné afin de permettre à Treezor de débiter ce Compte à hauteur de sa dette exigible. Le Titulaire sera notifié et recevra une facture à payer immédiatement. Si le Titulaire ne paie pas immédiatement ce montant après avoir reçu la facture, l'Emetteur se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires, y compris des mesures légales, pour recouvrer les montants dus.

Les modalités de change en cas d'utilisation de la Carte pour régler l'achat de biens et de services en Devise sont régies à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** des présentes.

13. RECEPTION ET EXECUTION DE L'ORDRE DE PAIEMENT

Par convention, Treezor informe le Titulaire que l'Ordre de paiement par Carte est reçu par Treezor au moment où il lui est communiqué par la banque de l'Accepteur ou par le gestionnaire du DAB à travers le système de compensation ou de règlement dudit ordre de paiement. Lorsque l'Ordre de paiement par Carte est exécuté au sein de l'Espace Economique Européen Treezor dispose, à compter de ce moment de réception, d'un délai d'un (1) Jour ouvré pour créditer le compte de la banque de l'Accepteur. En ce qui concerne les retraits, Treezor informe le Titulaire que l'ordre de retrait est exécuté immédiatement par la mise à disposition des espèces.

14. RESPONSABILITE DE TREEZOR

Lorsque le Titulaire ou le Porteur mineur nient avoir donné leur consentement pour réaliser une Opération de paiement par Carte, il appartient à Treezor d'apporter la preuve que l'Opération a été authentifiée, dûment enregistrée et comptabilisée conformément à l'état de l'art (en l'état des connaissances scientifiques et techniques existantes), et qu'elle n'a pas été affectée par une déficience technique. Cette preuve de l'utilisation de la Carte et des données de sécurité personnalisées peut être apportée par tous moyens, notamment par les enregistrements des Points d'acceptations ou leur reproduction sur un support informatique. Treezor peut utiliser ces enregistrements comme justification de leur imputation au Compte-carte sur lequel fonctionne la Carte.

Treezor est responsable des pertes directes encourues par le Titulaire dues à une déficience technique du Réseau sur lequel Treezor a un contrôle direct. Toutefois, Treezor n'est pas tenue pour responsable d'une perte due à une déficience technique du Réseau si celle-ci est signalée au Titulaire par un message sur le Point d'acceptation ou d'une autre manière visible.

15. RESPONSABILITE DES PARTIES

Le Titulaire doit prendre toute mesure pour conserver sa Carte et préserver les données de sécurité personnalisées qui lui sont attachées, notamment son code confidentiel. Il doit l'utiliser conformément aux finalités spécifiées à l'article 1. Le Titulaire assume les conséquences de l'utilisation de la Carte tant qu'il n'a pas été fait une demande d'opposition dans les conditions prévues dans Contrat-cadre. Le Titulaire doit s'assurer que le Porteur mineur ait pris connaissance et respecte ces mesures.

Les Opérations de paiement par Carte non autorisées du fait de la contrefaçon de la Carte ou de l'utilisation non autorisée des données liées à son utilisation sont à la charge de Treezor.

16. DUREE ET RESILIATION

Les CGU sont conclues pour une durée indéterminée. Elles peuvent être résiliées à tout moment par courrier recommandé avec demande d'avis de réception par le Titulaire ou par Treezor. La résiliation par le Titulaire prend effet trente (30) jours après la date d'envoi de sa notification à Treezor. La résiliation par Treezor prend effet deux mois après la date d'envoi de sa notification au Titulaire. En cas de clôture du Compte de paiement du Titulaire, les CGU seront automatiquement résiliées sans préavis. Le Titulaire s'engage à restituer la Carte à la date d'effet de la résiliation. Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations contractuelles mises à leur charge dans le cadre des CGU jusqu'à la date précitée. A compter de la date d'effet de la résiliation, le Titulaire n'a plus le droit de l'utiliser et Treezor peut prendre toutes les mesures utiles pour ce faire.

17. DUREE DE VALIDITE DE LA CARTE – RENOUVELLEMENT – RETRAIT ET RESTITUTION DE LA CARTE

La Carte comporte une durée de validité dont l'échéance est inscrite sur la Carte elle-même. La durée limitée de la validité de la Carte répond notamment à des nécessités techniques et sécuritaires, et n'a pas de conséquence sur la durée indéterminée des CGU. A la date d'échéance, elle fait l'objet d'un renouvellement automatique du support sauf si les CGU ont été résiliées dans les conditions prévues aux présentes. Outre les cas de blocage résultant de la gestion du Compte de paiement et des Comptes-carte sur lequel fonctionne la Carte, Treezor peut bloquer la Carte pour des

raisons de sécurité ou de présomption d'Opération non autorisée ou frauduleuse, ou en cas de risque sensiblement accru ou avéré que le Titulaire soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement. Dans ces cas, Treezor peut retirer ou faire retirer la Carte par un Accepteur ou par un établissement dûment habilité à fournir des services de paiement. La clôture du Compte de paiement sur lequel fonctionne une Carte entraîne la clôture des Comptes-carte associés et l'obligation de restituer la ou les Cartes associées. L'arrêté définitif du Compte de paiement ne pourra intervenir au plus tôt qu'un (1) mois après restitution de la (des) Carte(s).

18. CONTESTATION D'OPERATIONS

La contestation des opérations de paiement par Carte est régie à l'article 18 du Contrat-cadre

19. GARANTIE

Treezor s'engage à tout moment à échanger la Carte déclarée défectueuse. Le produit défectueux doit être retourné à Treezor en l'état par courrier recommandé avec accusé de réception (ces frais d'expédition seront remboursés au Titulaire sur sa réserve de fonds si le produit est avéré défectueux après vérification par ses services). La Carte déclarée défectueuse à tort sera restituée au Titulaire entraînant à la charge du Titulaire des frais de gestion qui seront prélevés sur sa réserve de fonds. En tout état de cause, le Titulaire bénéficie des garanties légales de conformité et des vices cachés, conformément aux articles L. 211-4 et suivants du Code de la consommation d'une part, et de l'article 1641 du Code civil, d'autre part.

La garantie ne couvre pas :

- L'utilisation anormale ou non-conforme de la Carte par rapport à sa destination et à la documentation d'utilisation et au présent Contrat ;
- Les défauts et leurs conséquences liés à une utilisation non-conforme ;
- Les défauts et leurs conséquences liés à toute cause extérieure ;
- La négligence dans la conservation de la Carte (exposition prolongée au soleil, exposition à l'eau ou à une forte humidité, contacts répétés avec des objets métalliques tels des clefs, etc.).

20. SANCTIONS

Toute fausse déclaration est passible des sanctions prévues par la loi. Toute fausse déclaration ou usage abusif de la Carte peut également entraîner la résiliation du présent contrat. Tous frais et dépenses réels engagés pour le recouvrement forcé des Opérations sont à la charge du Titulaire. Le montant des Opérations de paiement par Carte qui n'aura pu être débité au Compte-carte et le cas échéant sur le Compte de paiement de paiement sur lequel fonctionne la Carte sera majoré d'un intérêt au taux légal à partir de la date de valeur et sans mise en demeure préalable.

ANNEXE 7 - FORMULAIRE D'AUTO-CERTIFICATION DESTINEE AUX PERSONNES MORALES ET AUTRES ENTITES

I. Identification du client

Nom : _____ Prénom : _____

Nom d'usage :

Date de naissance :

Pays de naissance :

Adresse de résidence :

Représentant légal (si le Titulaire est un mineur)

Nom : _____ Prénom : _____

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Avez-vous la nationalité/citoyenneté américaine (Etats-Unis d'Amérique) ? Oui Non

II. Résidence fiscale de la personne physique

Veuillez indiquer ci-dessous, votre ou vos pays de résidence fiscale, en toute lettres, y compris le cas échéant France, ainsi que son Numéro d'Identification Fiscale :

Pays de résidence fiscale	Numéro d'Identification Fiscale ¹

III. Déclaration

Je certifie l'exactitude et l'exhaustivité des informations renseignées ci-dessous et je m'engage à informer immédiatement l'Etablissement de tout changement de situation nécessitant la mise à jour de cette déclaration.

Le fait d'établir une attestation faisant état des faits matériellement inexacts, falsifier une attestation sincère ou faire usage d'une attestation inexacte ou falsifiée est puni, conformément à l'article 441-7 du code pénal, d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende. Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45.000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

Fait _____ à _____, le _____
Signature

¹ Ou indiquer Non Applicable (NA) en l'absence de NIF délivré par les autorités du pays de résidence fiscale.